

Claude Longchamp

moniteur financier
2009 politique financière
prudente même en
temps de crise

Impressum

Cette publication paraît en français et en allemand

Rédaction: Heike Scholten, economiesuisse

Mise en page et production: Daniel Stähli, Visuelle Kommunikation, Zurich

Impression: Printlink AG, Zurich

© economiesuisse 2009

Avant-propos

Les sondés considèrent toujours «des gens comme vous et moi» comme les acteurs les plus crédibles en matière financière et fiscale. En 2009, nous avons à nouveau sondés ces «experts privés». Nous entendons nous enquêter régulièrement de ce que le souverain pense de l'utilisation des recettes fiscales, des domaines dans lesquels l'État devrait dépenser davantage ou, au contraire, réduire les dépenses, et du comportement que doit adopter l'État en présence d'un budget déficitaire ou excédentaire. Les questions sont les mêmes depuis des années, ce qui accroît la fiabilité des conclusions au fil du temps. Aujourd'hui, force est de constater que la situation a radicalement changé avec la crise économique et financière. Cela a-t-il une incidence sur l'appréciation de la politique financière et fiscale? Si oui, laquelle?

La crise économique affecte désormais les individus. La majorité de la population considère que nous n'avons pas encore atteint le creux

de la vague et que la situation continuera de se détériorer. Il n'empêche que cette récession, la pire depuis des décennies, n'a pas incité les électeurs et électrices à revoir leur position en ce qui concerne la politique financière et fiscale.

En temps de crise aussi, le souverain privilégie une politique financière conservatrice. La conviction que l'État doit accomplir ses tâches de manière optimale avec les ressources disponibles est partagée de gauche à droite de l'échiquier politique. Les hausses d'impôt sont taboues, en particulier quant il s'agit de financer de nouveaux projets. La majorité des sondés estiment, au contraire, qu'il serait opportun de baisser les impôts à titre préventif afin d'accroître la pression en vue d'une réduction des dépenses. De plus, une majorité écrasante des personnes interrogées préconisent toujours de procéder à une réduction des dépenses, plutôt qu'à une augmentation des impôts, pour résorber les déficits budgétaires. Cela contraste singulièrement avec

le «laisser-aller» de la politique financière, toléré voire encouragé par certains milieux politiques et observé en particulier dans le contexte international.

Le moniteur financier mesure, tel un sismographe, la fluctuation des sensibilités de l'opinion publique. Il fournit des indications précieuses aux responsables politiques qui peuvent s'y référer pour définir l'orientation de la politique financière et fiscale. En effet, dans les périodes économiquement difficiles, il convient, d'une part, d'atténuer les conséquences les plus graves, et, d'autre part, de préserver la durabilité du système. Dans la période actuelle, la confiance des citoyens et des citoyennes dans une politique fiable revêt une importance particulière.



Pascal Gentinetta
Président de la direction



Christoph Schaltegger
Membre de la direction

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'P. Gentinetta'.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Schaltegger'.

Contenu

Le moniteur financier 2009 en bref	4
1 Introduction	10
1.1 Mandat	10
1.2 Objectifs	10
1.3 Conception	10
1.4 Hypothèses de travail et champ actuel de l'enquête	11
1.5 Méthodes d'évaluation	14
1.6 L'équipe de recherche	14
2 Résultats	15
2.1 Aperçu	15
2.2 Climat prédominant en matière fiscale et financière	15
2.3 Point de vue sur les finances publiques	20
2.4 Evaluation des acteurs de la politique financière et fiscale	32
3 Synthèse	35
L'équipe gfs.bern	36

Le moniteur financier 2009 en bref

La population est parfaitement consciente de la situation économique difficile. Toutefois, son influence est plus ponctuelle que profonde.

Les effets sont limités en matière de crédibilité des parties prenantes. Les acteurs économiques bénéficient d'une opinion plutôt favorable, ce qui n'est pas le cas des intervenants politiques.

La crise économique n'a en revanche guère d'influence sur l'orientation stratégique de la politique financière et fiscale. Une politique financière conservatrice a toujours la priorité.

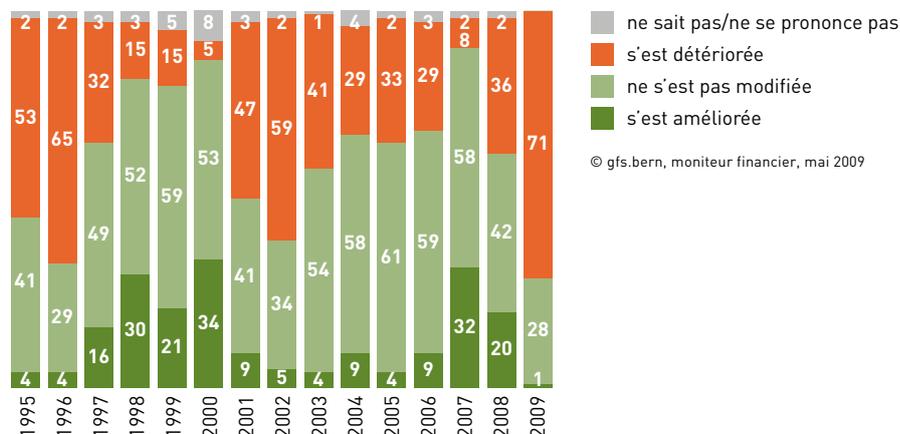
Le moniteur financier se définit comme un système d'information qui apporte des éclairages fiables, dans une optique transversale et longitudinale, sur des questions de politique financière, vues par des citoyennes et citoyens suisses. Mis en place par l'institut de recherche gfs.bern pour le compte d'économie-suisse, il est réalisé sous cette forme depuis 2008, de sorte que l'on peut déjà identifier des tendances. Toutefois, des données sont rassemblées sur certaines questions depuis 2001. Le moniteur financier 2009 se fonde sur un échantillon représentatif de 1007 électeurs suisses, qui ont été interrogés en tête-à-tête entre le 27 avril et le 17 mai 2009. L'échantillon a été constitué dans les trois régions linguistiques sur la base de quotas. Le choix des personnes sondées tient compte du sexe et de l'âge afin de respecter les répartitions constatées lors du recensement de l'an 2000. Les résultats sont représentatifs des électeurs helvétiques.

Dans l'ensemble, les citoyens posent un regard critique sur la situation économique. La présente édition du moniteur financier montre également l'influence du climat économique sur leurs réactions: 71% des personnes interrogées pensent que les conditions économiques générales se sont détériorées au cours des douze derniers mois tandis que 28% estiment qu'elles sont restées inchangées; 55% s'attendent à une nouvelle dégradation ces douze prochains mois, 34% à une stabilisation et 7% espèrent une amélioration.

Graphique 1

«Comment a évolué, à votre avis, la situation économique générale au cours des derniers 12 mois?»

Evolution de l'appréciation de la situation économique générale en % des citoyens interrogés

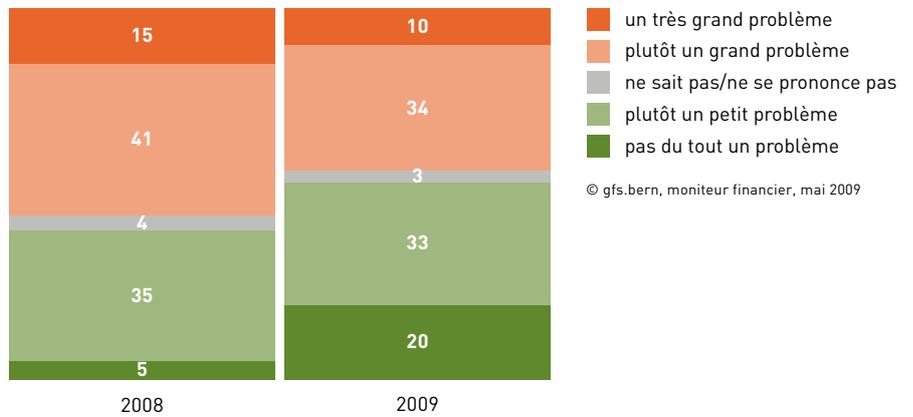


La majorité des citoyens se plaignent certes de la charge fiscale sur le plan individuel, mais les valeurs correspondantes sont en recul par rapport à 2008. Ils sont 10% à considérer cette charge comme un problème important et 34% comme un problème plutôt important. Ces chiffres sont particulièrement élevés dans les catégories de revenus basses et moyennes.

Graphique 2

«Pour le budget de votre ménage, les prélèvements fiscaux de la Confédération, des cantons et des communes représentent un très grand problème, plutôt un grand problème, plutôt un petit problème, ou pas du tout un problème?»

Evolution du poids de la fiscalité
en % des citoyens interrogés



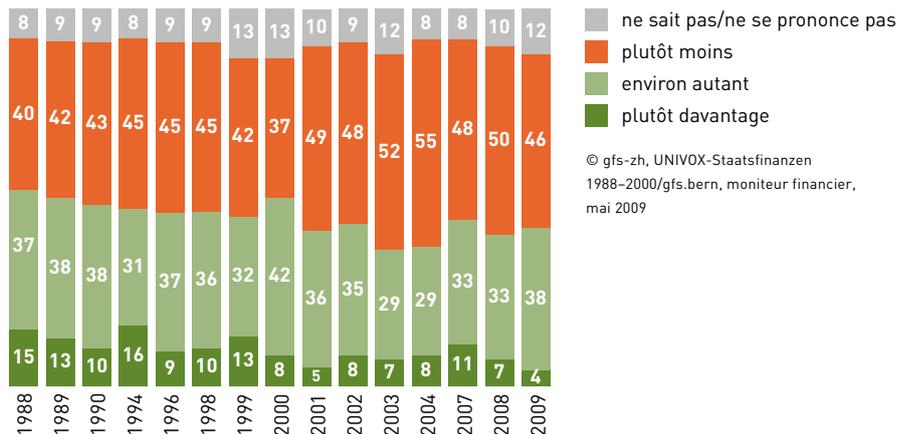
95% des sondés paient leurs impôts plutôt de mauvaise grâce ou de très mauvaise grâce. Ce taux a augmenté de 21 points par rapport à l’an dernier. 89% des personnes interrogées estiment toutefois que c’est leur devoir; ils sont 85% à payer leurs impôts pour que «l’État puisse fonctionner» et 70% souhaitent en contrepartie que l’État les laisse tranquille.

La perception de la relation entre les prestations de l’État et l’effort fiscal est pratiquement identique à celle de l’année dernière. Plus le revenu du ménage est élevé, plus le bilan est défavorable. Les critiques sont plus modérées chez les ménages dont le revenu est moyen ou faible. Dans cette dernière catégorie, une minorité est convaincue de recevoir davantage que ce qu’elle verse en impôts.

Graphique 3

«L’un dans l’autre, recevez-vous plutôt davantage en retour, environ autant ou plutôt moins en prestations par rapport à ce que vous avez payé en impôts et en taxes?»

Evolution de la relation entre prestations de l’État et effort fiscal
en % des citoyens interrogés



Ils sont 59%, soit la majorité, à penser que les autorités négligent des tâches importantes. C’est la valeur la plus élevée depuis le début de l’enquête. Pour la première fois, la plupart des personnes interrogées (55%) estiment également que, d’une manière générale, les autorités ne maîtrisent pas les dépenses publiques.

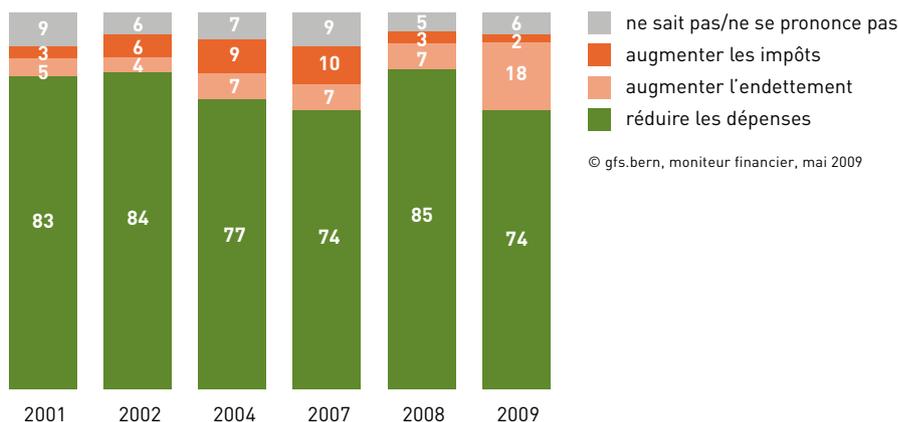
Même s'ils restent minoritaires, de plus en plus de Suisses souhaitent réduire les dépenses publiques dans la construction de routes, l'assurance invalidité (AI) et la santé. Concernant l'AI, cela n'a rien de nouveau, puisqu'il en est ainsi depuis l'enquête de 2002. Dans tous les autres domaines, on semble vouloir économiser davantage. Les opinions sur les salaires des fonctionnaires, l'aide au développement et la recherche sont plus tranchées que l'année précédente.

Graphique 4

«À votre avis, que devrait-on faire en premier lieu lorsque le budget de l'État est déficitaire? Devrait-on en premier lieu augmenter l'endettement, réduire les dépenses ou augmenter les impôts?»

Evolution des positions par rapport aux déficits publics

en % des citoyens interrogés



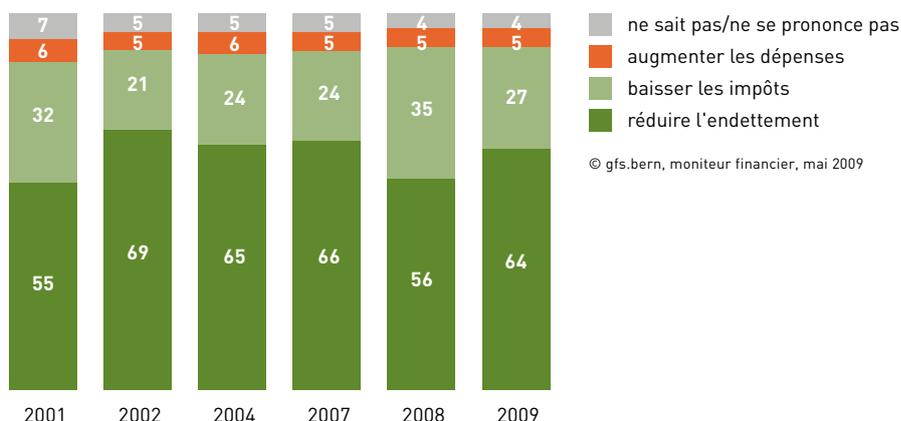
En cas de déficit, les coupes dans les dépenses reçoivent les plus nombreux suffrages: 74% estiment qu'il s'agit là de la bonne solution. Par analogie, seuls 18% considèrent qu'il faut continuer de s'endetter, et seuls 2% optent en premier lieu pour des augmentations d'impôts. On constate de légères différences dans le temps; un accroissement de l'endettement est ainsi très légèrement mieux accepté, le niveau restant toutefois très bas. Cela ne change pourtant rien à la répartition des proportions.

Graphique 5

«À votre avis, que doit-on faire en premier lieu lorsque le budget de l'État est excédentaire? Faut-il réduire l'endettement, augmenter les dépenses ou baisser les impôts?»

Evolution des positions par rapport aux excédents publics

en % des citoyens interrogés



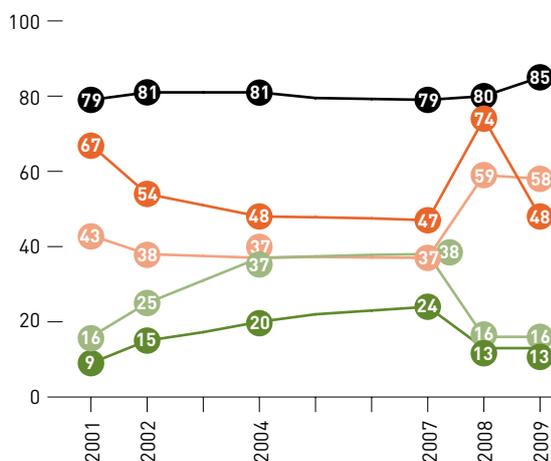
Lorsque le budget de l'État est excédentaire, 64% des personnes interrogées estiment que la priorité va à la diminution de l'endettement, alors que 27% sont favorables à des réductions d'impôts. C'est donc l'assainissement à long terme des finances publiques qui a les faveurs des personnes interrogées. Hormis de légères fluctuations annuelles, les valeurs correspondantes sont pratiquement inchangées depuis que cette question est posée.

Graphique 6

«Les impôts servent à financer les dépenses publiques. Si l'État dépense davantage qu'il n'encaisse, il en résulte un déficit ; s'il encaisse plus qu'il ne dépense, il en résulte un excédent. Je vais vous lire quelques stratégies que l'on peut appliquer en la matière. Veuillez me dire pour chacune de celles-ci si vous les approuvez entièrement, plutôt, plutôt pas ou pas du tout.»

Stratégies de financement des tâches publiques

en % des citoyens interrogés, entièrement ou plutôt d'accord



- Assurer les tâches en cours sans nouvelles recettes
- Baisser en même temps les impôts et les dépenses
- Baisser d'abord les impôts afin de pouvoir réduire les dépenses ensuite
- S'attaquer à de nouvelles tâches, même si cela engendre une augmentation des impôts
- S'attaquer en même temps à de nouvelles tâches et augmenter les impôts

© gfs.bern, moniteur financier, mai 2009

Les opinions sur les stratégies financières de l'État sont toujours aussi polarisées qu'auparavant: les hausses d'impôts sont clairement refusées, qu'elles visent à assumer de nouvelles tâches ou qu'elles résultent de ces dernières.

La majorité des personnes interrogées sont favorables aux baisses d'impôts, si elles précèdent une réduction des dépenses. En revanche, ceux qui accepteraient une diminution simultanée des impôts et des dépenses sont de nouveau minoritaires, mais de peu (les valeurs correspondantes sont proches des niveaux des années précédentes).

En matière de finances, le «citoyen lambda» reste l'acteur le plus crédible. On constate néanmoins un glissement, puisque la crédibilité des syndicats, par exemple, est en nette augmentation. On observe la même tendance pour les associations économiques comme economiesuisse et les organisations patronales. Cette confiance accrue dans les représentants de l'économie et des travailleurs tient principalement au fait qu'ils ne sont pas tenus pour responsables de la crise, mais sont considérés comme des acteurs s'efforçant d'assurer l'avenir de l'économie.

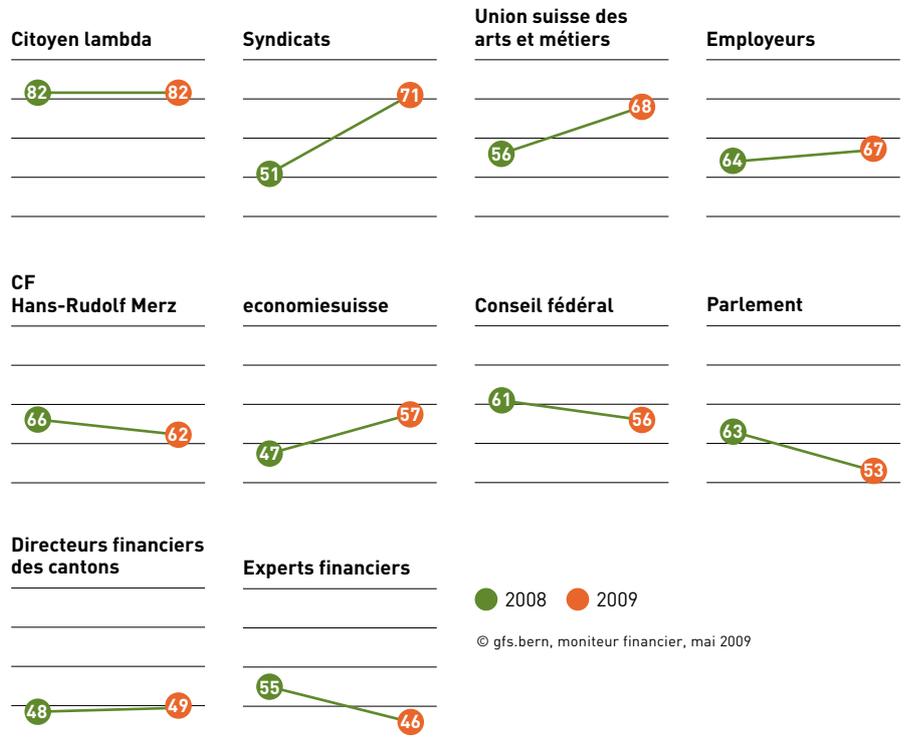
Comme auparavant, le financement des tâches existantes par les moyens à disposition – sans nouvelles recettes – demeure la stratégie préférée.

En revanche, la crédibilité accordée aux instances politiques recule et les valeurs enregistrées lors des périodes excédentaires s'érodent. Cela vaut tout particulièrement pour les experts financiers, qui ont perdu toute crédibilité dans les questions financières et fiscales en l'espace d'un an. Les directeurs des finances des cantons se maintiennent dans l'ensemble au même niveau, et les partis politiques montrent de légères améliorations, à l'exception de l'UDC.

Graphique 7

«Je vais vous énumérer des acteurs et vous me direz pour chacun d'entre eux si vous estimez qu'il est ou sont très crédible(s), plutôt crédible(s), plutôt pas crédible(s) ou pas du tout crédible(s) en matière de politique financière et fiscale. Si vous ne connaissez pas l'un ou l'autre de ces acteurs, n'hésitez pas à le dire.»

Crédibilité des différents acteurs en matière financière et fiscale en % des citoyens interrogés, très et plutôt crédible



1 Introduction

1.1 Mandat

Les moniteurs sont des systèmes d'information destinés à l'observation longitudinale. Les sciences sociales y recourent pour réunir des informations exhaustives concernant des processus d'ordre sociétal, économique et politique.

Le moniteur que l'institut de recherche gfs.bern a mis en place pour le compte d'économiesuisse entend apporter des éclairages fiables, en comparaison transversale et longitudinale, sur des questions relevant de la politique financière et fiscale suisse, vues par des hommes et des femmes de notre pays.

1.2 Objectifs

Le moniteur s'attachera à étudier, sur la durée, les éléments suivants:

- appréciation par les sondés de leurs impôts et du poids de leur charge fiscale,
- appréciation générale des impôts, de la manière dont les pouvoirs publics les régissent et du rapport entre prestations et effort fiscal,
- potentiels de développement et d'économies dans les finances publiques, en général et par domaines spécifiques,
- image des acteurs de la politique financière.

Ces informations sont collectées, analysées et publiées chaque année. La première enquête de cette série a été réalisée en 2008.

1.3 Conception

Trois conditions doivent être réunies pour réaliser un observatoire construit sur des enquêtes :

- la constance des questions,
- la constance dans la formation de l'échantillon et
- la constance dans le mode d'enquête.

Ce dernier critère implique que l'on confie de préférence toujours la réalisation de l'observatoire au même institut de recherche. Le second critère est conditionné par les données techniques qui figurent dans l'encadré ci-dessous. Enfin, le premier critère résulte d'une approche concertée entre le client et l'institut de recherche, gfs.bern se réservant le droit de décision final sur les questions de méthode.

L'enquête se déroule en entretien direct face-à-face. Les enquêteurs et enquêtrices collectent les informations dans des lieux représentatifs, sélectionnés dans les trois régions linguistiques. Le choix des personnes interrogées tient compte de l'âge et du sexe, de telle sorte que l'échantillon corresponde à l'ensemble de base en modèle réduit.

Données techniques du moniteur financier 2009

Base:	électeurs et électrices
Zone d'enquête:	ensemble du territoire suisse, trois régions linguistiques
Mode d'enquête:	entretien face-à-face
Période d'enquête:	du 27 avril au 17 mai 2009
Type d'échantillon:	choix aléatoire des lieux, sélection par quotas des personnes (sexe, âge)
Taille de l'échantillon:	1007
Marge d'erreur:	+/- 3,2% à 50/50
Usage:	destiné à la publication

Le moniteur financier étant un instrument d'observation de politique financière, c'est à dessein que l'enquête se limite à sonder des électeurs et électrices. Il prend ainsi pour référence des personnes, citoyens et citoyennes, qui jouent un rôle dans les décisions politiques.

Données techniques des enquêtes précédentes, également prises en compte dans l'observatoire financier

Année	Collecte des données	Taille de l'échantillon	Période	Marge d'erreur
2008	FTF Échantillon représentatif	1010	Du 28 avril au 18 mai 2008	± 3,2%-points
2007	CATI at random	1040	Du 8 au 21 janvier 2007	± 3,2%-points
2004	CATI at random	1000	Du 12 au 23 janvier 2004	± 3,2%-points
2002	CATI at random	1027	Du 23 janvier au 6 février 2002	± 3,2%-points
2001	CATI at random	1035	Du 24 juillet au 13 août 2001	± 3,2%-points

Le moniteur financier en tant que tel a démarré en 2008, cependant les premiers travaux remontent à 2001. Le nouveau concept développé en 2008 donne une vue d'ensemble de la politique financière. Ce concept sous-tend la collecte des données et les rapports de 2008 et 2009.

1.4 Hypothèses de travail et champ actuel de l'enquête

En vue des analyses transversales, nous avons adopté trois hypothèses de travail:

- d'abord, des intérêts individuels qui découlent pour l'essentiel des conditions de revenus,
- ensuite, des conceptions idéologiques liées aux appartenances politiques,
- et enfin, des cultures politiques qui déterminent le rapport général à l'État, à ses institutions et à ses prestations.

Des analyses cantonales ne sont pas possibles en raison de la taille de l'échantillon, lequel est limité à 1000 personnes environ. Étant donné que les cantons jouent un rôle essentiel dans les questions financières et fiscales, ils devraient être intégrés aux analyses dès que la base de données établie à partir d'études comparatives ultérieures sera suffisante.

Ce qui nous intéresse surtout en ce qui concerne l'examen longitudinal, c'est le rapport entre, d'une part, la situation économique et, d'autre part, l'évolution des opinions sur les questions financières et fiscales. Aujourd'hui, on se demande si et dans quelle mesure la crise économique mondiale influence le point de vue des Suisses sur les questions financières et fiscales.

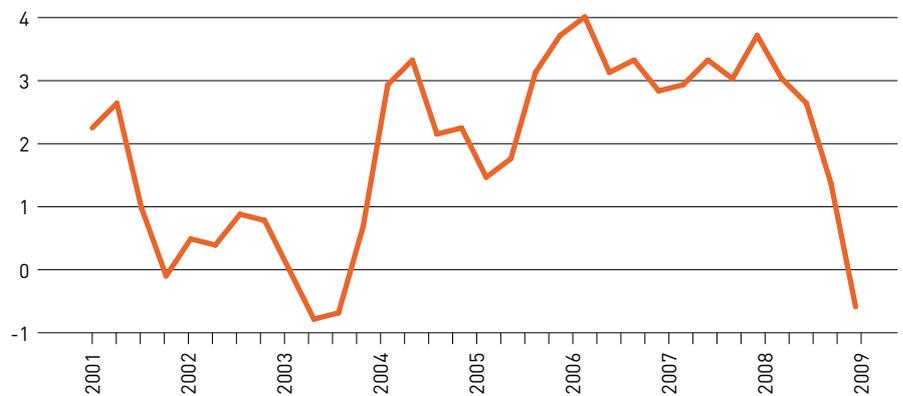
La période sur laquelle porte le moniteur financier s'étend de 2001 à 2009. Pour évaluer l'évolution de la conjoncture pendant ces années, nous recourons en premier ressort au produit intérieur brut (PIB), plus précisément à son évolution par rapport à l'année précédente.

Depuis la mi-2008, cet indicateur économique objectif montre un important recul de la performance économique en Suisse.

Graphique 8

Evolution du PIB

en % par rapport à l'année précédente



© gfs.bern, moniteur financier, mai 2009, source: seco

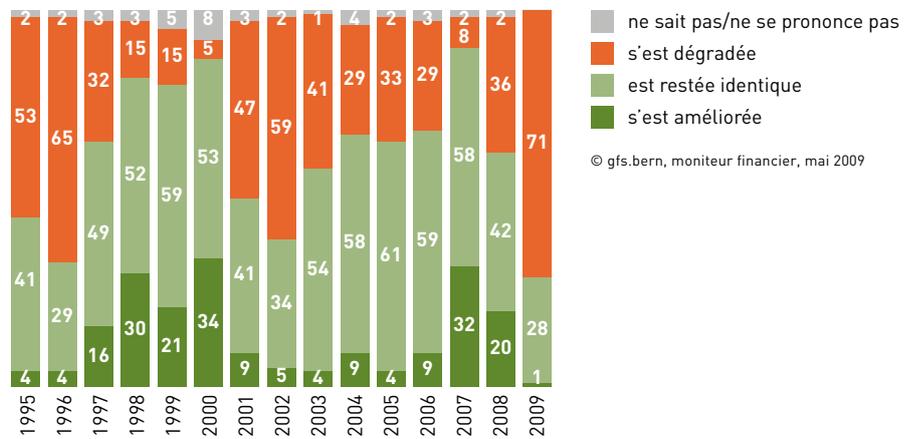
Les variations annuelles du produit intérieur brut, qui sont rapidement tombées en dessous du plus bas de 2003, indiquent un repli de l'économie helvétique.

Le moniteur financier fait appel à des indicateurs économiques subjectifs, comme ceux qui sont utilisés depuis 1995 dans le baromètre des préoccupations.

Graphique 9

«Comment a évolué, à votre avis, la situation économique générale au cours des derniers 12 mois?»

Evolution de l'appréciation de la situation économique générale en % des citoyens interrogés

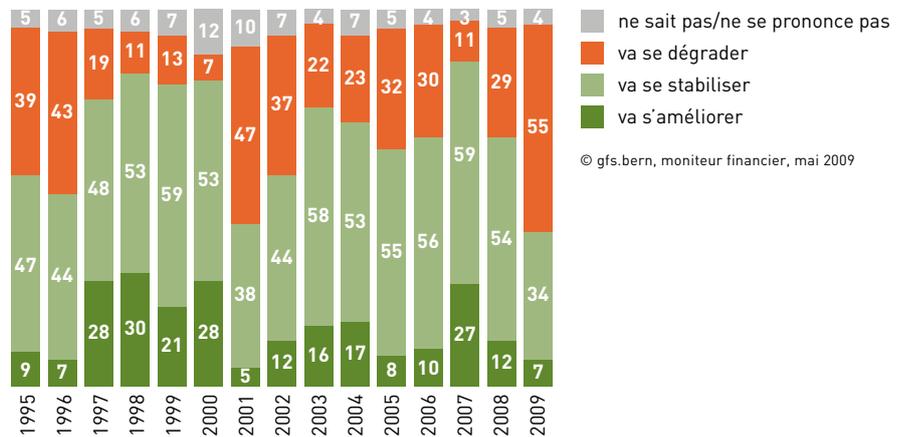


La valeur actuelle est la plus négative jamais recensée par gfs.bern. 71% des personnes interrogées estiment que l'évolution générale de l'économie est négative sur les douze derniers mois. Ils sont 28% à n'avoir constaté aucun changement et 1% pense que la conjoncture s'est améliorée. La fréquence des réponses négatives a doublé par rapport à 2008, ce qui traduit un recul significatif des deux autres catégories de réponses. Les valeurs planchers enregistrées précédemment en 1996 et en 2002 ne reflétaient pas un tel pessimisme.

Graphique 10

«Comment, à votre avis, va évoluer la situation économique générale au cours des prochains 12 mois?»

Appréciation de l'évolution de la situation économique en % des citoyens interrogés



On sait d'expérience que cela se répercute sur les attentes relatives au développement économique des douze prochains mois, qui sont elles aussi moroses: 55% des sondés croient que le repli va se poursuivre ; 34% que l'économie se stabilisera et 7%, plus optimistes, tablent sur une véritable reprise. Ici aussi, la population est nettement plus sensible à la crise de 2008/2009 qu'à celle de 1996 ou de 2002.

Le pessimisme règne donc quant à l'évolution actuelle et future de l'économie. L'impact de la crise sur l'opinion publique a été plus rapide et plus fort que lors des précédentes périodes difficiles. Cette opinion est le reflet des indicateurs économiques et de leur diffusion par les médias.

1.5 Méthodes d'évaluation

Les évaluations se font en plusieurs étapes. Dans un premier temps, nous avons étudié toutes les questions selon la méthode des distributions marginales. Nous avons élaboré les tableaux croisés nécessaires pour tester les hypothèses de travail et examiné les différences observées au moyen de tests de signification. Puis nous avons poursuivi le travail sur la base des différences statistiques pertinentes.

Dans une deuxième étape, nous avons comparé les résultats obtenus avec ceux d'enquêtes antérieures contenant des questions identiques. Enfin, la troisième démarche a consisté à élaborer les graphiques des résultats pertinents.

1.6 L'équipe de recherche

L'équipe de recherche était placée sous la direction de Claude Longchamp, spécialiste en sciences politiques, directeur de l'institut gfs.bern et chargé d'enseignement dans les universités de St-Gall et de Zurich. La direction opérationnelle du projet a été confiée à Urs Bieri, spécialiste en sciences politiques et chef de projet senior au gfs.bern. Matthias Bucher, psychologue social et chef de projet au gfs.bern, était son suppléant. Stephan Tschöpe a assuré l'analyse des données. Silvia-Maria Ratelband-Pally et Martina Imfeldund se sont chargées de l'élaboration graphique des résultats.

Nos principaux interlocuteurs auprès d'économiesuisse, le mandant, étaient Urs Rellstab, directeur suppléant et responsable Communication, ainsi que Heike Scholten, suppléante du responsable Communication.

2 Résultats

2.1 Aperçu

La présentation des résultats est subdivisée en trois chapitres:

- le climat prédominant en matière fiscale et financière (2.2)
- l'appréciation des principales stratégies de la politique financière de la Confédération (2.3)
- l'évaluation par les sondés des acteurs de la politique financière et fiscale (2.4)

Dans chaque chapitre, nous présentons les principaux résultats, les clarifications de détail, les comparaisons dans le temps, pour autant qu'elles existent, et enfin les principaux conflits qui apparaissent.

Chaque chapitre se termine par un bilan intermédiaire qui précède la synthèse finale.

2.2 Climat prédominant en matière fiscale et financière

2.2.1 Perception individuelle du poids de l'impôt

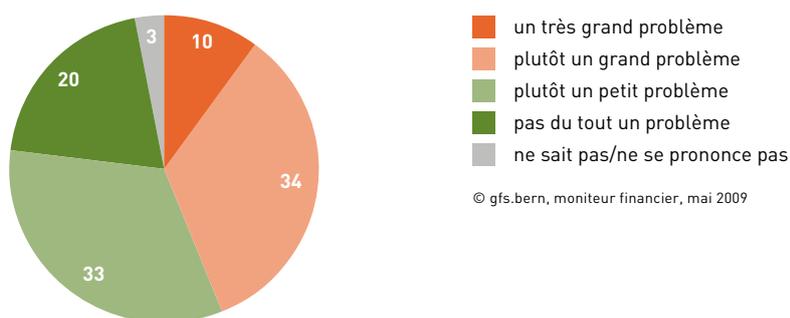
La charge représentée par les impôts est perçue comme moyenne par les personnes interrogées: les prélèvements fiscaux de la Confédération, du canton et de la commune représentent un très grand problème pour 10%, et plutôt un grand problème pour 34% d'entre elles. Au total, l'imposition des personnes embarrasse donc près de la moitié des sondés.

Graphique 11

«Pour le budget de votre ménage, les prélèvements fiscaux de la Confédération, des cantons et des communes représentent un très grand problème, plutôt un grand problème, plutôt un petit problème, plutôt un petit problème, ou pas du tout un problème?»

Poids de la fiscalité

en % des citoyens interrogés

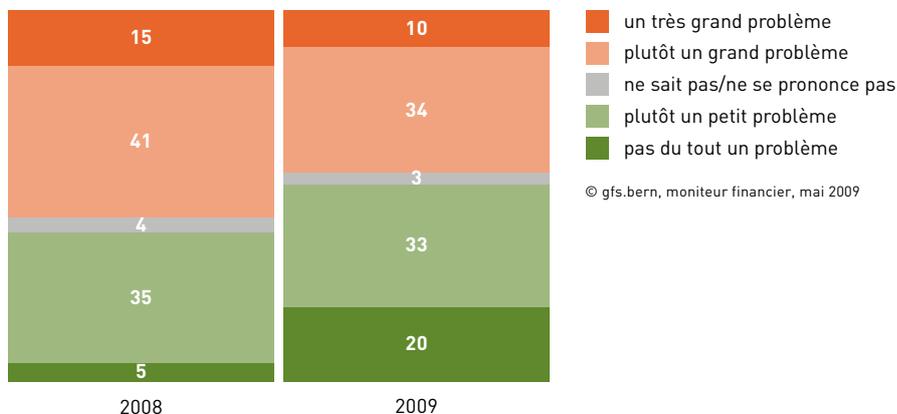


Pour les autres, 20% n'y voient aucun problème, et un tiers rencontrent des difficultés limitées. En valeurs cumulées, cela correspond à une courte majorité.

Graphique 12

«Pour le budget de votre ménage, les prélèvements fiscaux de la Confédération, des cantons et des communes représentent un très grand problème, plutôt un grand problème, plutôt un petit problème, ou pas du tout un problème?»

Evolution du poids de la fiscalité
en % des citoyens interrogés

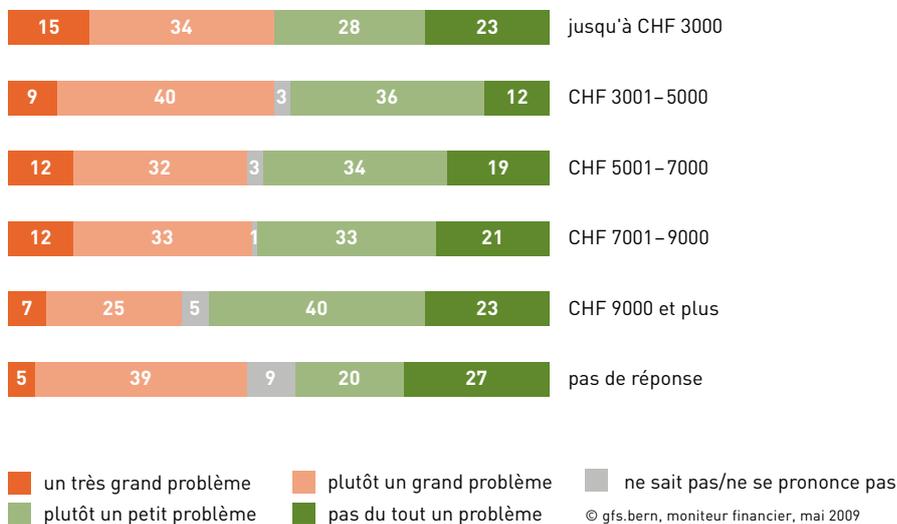


Sur ce point, il n'est pas encore possible de mettre en évidence une tendance à long terme, car la question n'est formulée de cette manière que depuis l'an dernier. Les valeurs de 2008 étaient néanmoins plus négatives, puisque 56% des citoyens interrogés alors avaient affirmé avoir des difficultés plus ou moins importantes à s'acquitter de leurs impôts.

Graphique 13

«Pour le budget de votre ménage, les prélèvements fiscaux de la Confédération, des cantons et des communes représentent un très grand problème, plutôt un grand problème, plutôt un petit problème, ou pas du tout un problème?»

Poids de la fiscalité par tranche de revenu
en % des citoyens interrogés



Il est établi que le revenu du ménage influence la perception du poids de la fiscalité. Plus ce revenu est important et plus la proportion de ceux à qui la charge fiscale ne pose pas de gros problèmes s'élève. Avec un revenu mensuel de plus de 9000 francs, elle est de 63%, tandis qu'au sein des ménages affichant un revenu de 3000 à 5000 francs, elle se réduit à 48%. Dans les catégories inférieures de revenu, près de la moitié des sondés indiquent que les impôts leur posent problème, alors qu'ils sont 45% dans cette situation dans les ménages les plus modestes de la classe moyenne, et autant dans les ménages les plus aisés de cette même classe moyenne.

2.2.2 Attitudes face à l'impôt

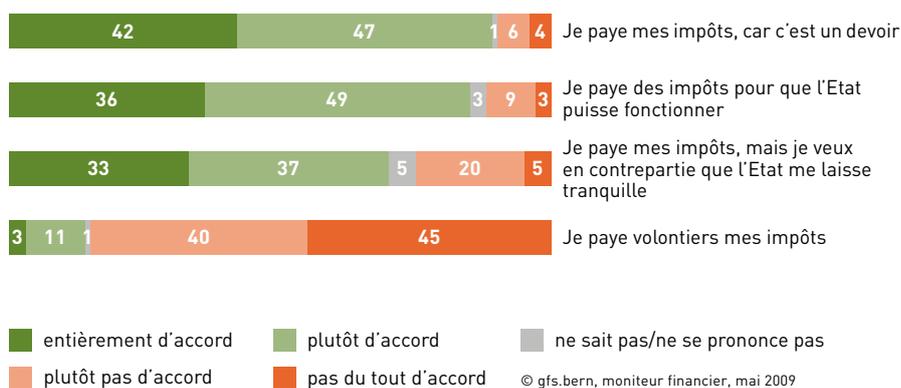
Deux principes bien ancrés dans les esprits jouent un rôle dans l'attitude face à l'impôt en Suisse. On évoque d'une part le devoir de s'en acquitter, qui incombe à chacun, et d'autre part la contribution au bon fonctionnement de l'État.

Graphique 14

«Si quelqu'un émettait l'affirmation suivante, seriez-vous entièrement d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord ou absolument pas d'accord avec elle?»

Attitudes face à l'impôt

en % des citoyens interrogés



Une proportion stable de 89% des personnes interrogées paie des impôts par devoir. Contrairement aux domaines de la participation politique ou de l'armée, le sens du devoir face à l'impôt est particulièrement élevé. Un dixième seulement des électeurs interrogés estiment que s'acquitter de l'impôt ne relève pas de leur devoir.

Ils sont aussi 85% à affirmer payer des impôts pour que l'État puisse fonctionner. Cette proportion est également stable. Des variations dans le temps ne peuvent être mises en évidence qu'au sein des réponses positives elles-mêmes, et non dans le rapport entre approbation et rejet. Les réponses des personnes interrogées vont plutôt davantage dans le sens d'une prestation individuelle en faveur de l'État.

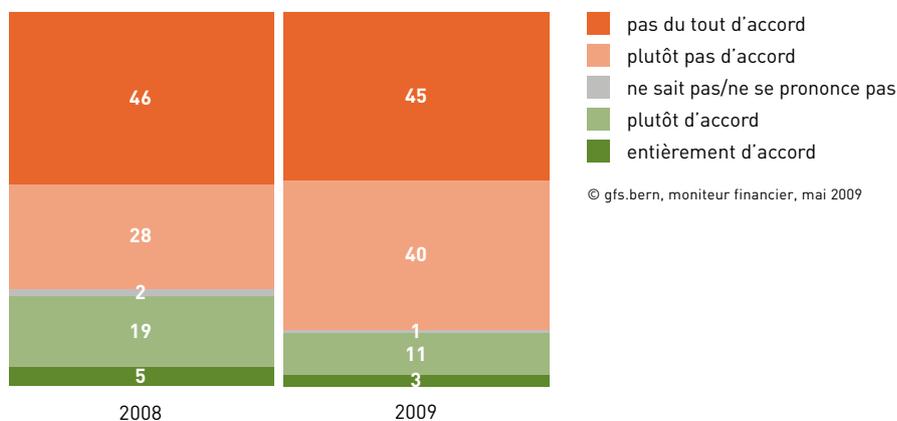
Graphique 15

«Si quelqu'un émettait l'affirmation suivante, seriez-vous entièrement d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord ou absolument pas d'accord avec elle?»

«Je paye volontiers mes impôts.»

Evolution de l'attitude face à l'impôt

en % des citoyens interrogés



Un nombre égal de sondés, soit 85%, ne paient pas volontiers leurs impôts. De plus, la proportion de ceux qui expriment le contraire tend à la baisse. Elle est en effet passée de 24 à 14% en une année.

Par ailleurs, 70% des personnes interrogées souhaitent que l'État les laisse tranquilles une fois leurs impôts payés. Cet indicateur est lui aussi resté inchangé. Il signale que la majorité trouve normale l'obligation fiscale, mais qu'on ne peut en déduire l'expression d'une quelconque volonté politique.

2.2.3 Relation d'échange citoyen/État

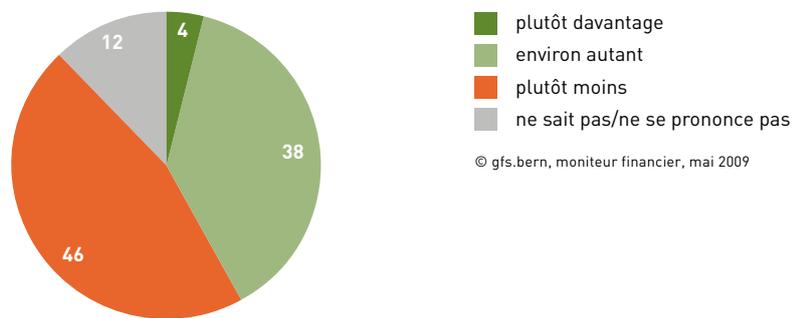
La question du ressenti coût-utilité de l'impôt mérite d'être posée, dès lors que l'on constate le sentiment d'obligation en matière de paiement et la volonté d'assurer le fonctionnement de l'État n'entraînent qu'une adhésion politique minoritaire.

Graphique 16

«L'un dans l'autre, recevez-vous plutôt davantage en retour, environ autant ou plutôt moins en prestations par rapport à ce que vous avez payé en impôts et en taxes?»

Relation entre prestations de l'État et effort fiscal

en % des citoyens interrogés



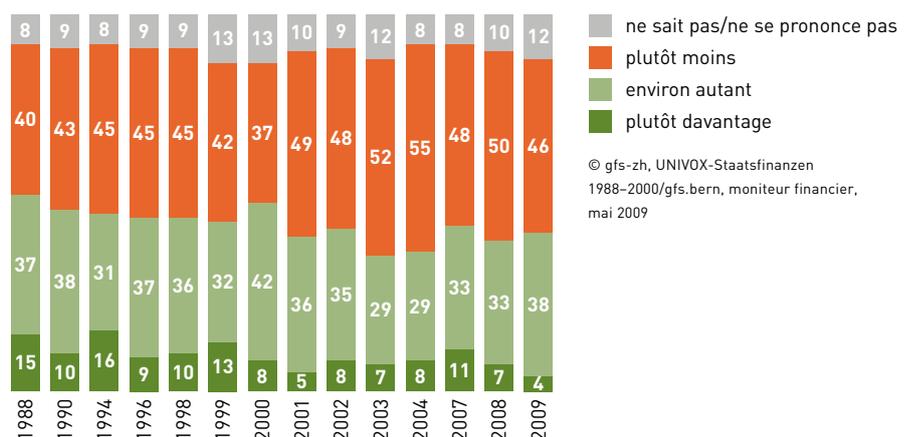
Le moniteur financier fait ici état d'une attitude partagée entre neutralité et négativité: 38% des sondés sont d'avis que le rapport entre donner et recevoir est équilibré, 46% tirent un bilan défavorable, tandis que 4% estiment qu'ils reçoivent plus de l'État qu'ils ne lui donnent.

Graphique 17

«L'un dans l'autre, recevez-vous plutôt davantage en retour, environ autant ou plutôt moins en prestations par rapport à ce que vous avez payé en impôts et en taxes?»

Evolution de la relation entre prestations de l'État et effort fiscal

en % des citoyens interrogés

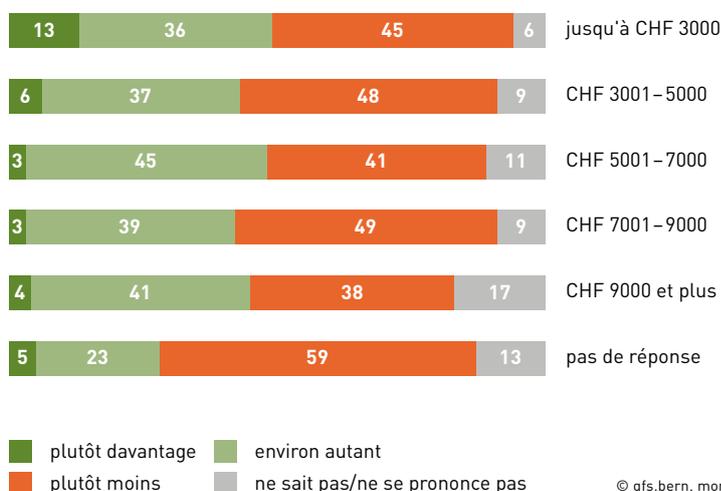


Les réponses à cette question ont peu varié au fil des ans, même s'il y a toujours des fluctuations à court terme, ce qui est le cas cette année. Ces fluctuations indiquent une opinion très légèrement plus neutre qu'en 2008, bien que celle-ci soit difficile à généraliser. Ce que l'on constate toutefois, c'est que la proportion de réponses négatives a clairement augmenté depuis les années 90 pour atteindre un pic en 2004. Depuis lors, elle n'est pas vraiment constante, mais s'inscrit à nouveau dans une tendance baissière.

Graphique 18

«L'un dans l'autre, recevez-vous plutôt davantage en retour, environ autant ou plutôt moins en prestations par rapport à ce que vous avez payé en impôts et en taxes?»

Relation entre prestations de l'État et effort fiscal, selon les tranches de revenus en % des citoyens interrogés

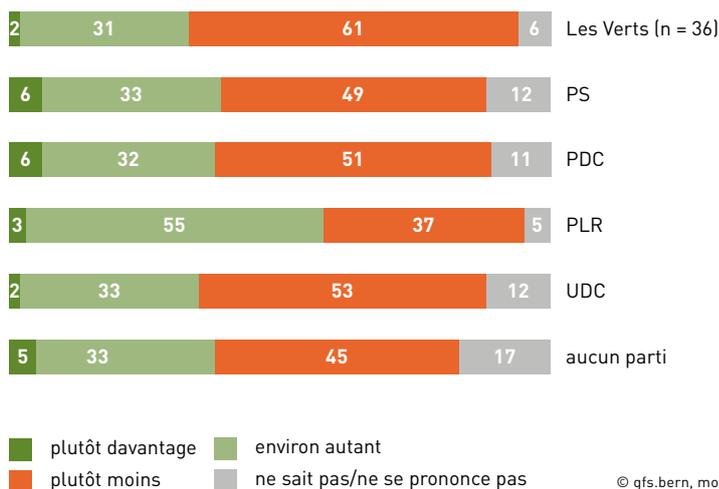


La corrélation entre cette opinion et le revenu du ménage est pratiquement inchangée. Les avis les plus neutres émanent de la classe de revenu la plus élevée, bien que la participation financière de cette dernière soit objectivement supérieure à la moyenne. Un pourcentage de réponses évasives ou de non-réponse le plus élevé (17%) de toutes les classes de revenu signale également qu'il ne s'agit pas pour elle d'une préoccupation majeure. Les résultats les plus négatifs concernent les segments inférieur et supérieur de la classe moyenne, où ils frisent les 50%. Les réponses négatives sont proportionnellement moins nombreuses dans la classe moyenne intermédiaire et la classe de revenu la plus basse.

Graphique 19

«L'un dans l'autre, recevez-vous plutôt davantage en retour, environ autant ou plutôt moins en prestations par rapport à ce que vous avez payé en impôts et en taxes?»

Relation entre prestations de l'État et effort fiscal, selon les affinités partisanes en % des citoyens interrogés



Le type de réponse est également influencé par la couleur politique. Le cas de l'électorat PLR mérite particulièrement d'être cité ici: plus de la moitié des électeurs de ce parti ont répondu que le rapport entre les prestations reçues de l'État et ce qu'ils ont versé en impôts à ce dernier était équilibré. L'impression la plus négative quant à ce rapport entre prestations publiques et prélèvements fiscaux émane des électeurs des Verts, suivis de la base de l'UDC. L'attitude négative est majoritaire dans les deux camps.

2.2.4 Bilan intermédiaire

Le bilan intermédiaire est contrasté:

- La perception du poids de l'impôt a plutôt diminué depuis 2008, et les raisons évoquées pour le paiement de cette charge restent stables. Il n'est toutefois pas encore possible de tracer des tendances à long terme.
- La relation d'échange entre les personnes interrogées et l'État oscille entre défavorable et équilibrée. Le bilan le plus négatif a été atteint en 2004 et depuis, les réponses négatives tendent à reculer un peu, ce qui se confirme dans la comparaison annuelle 2008/2009.

2.3 Point de vue sur les finances publiques

2.3.1 Problèmes liés aux tâches et aux dépenses

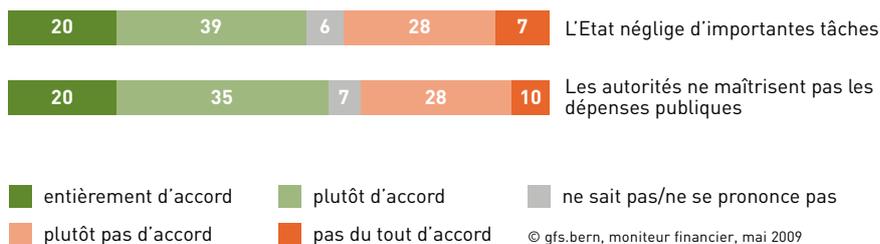
La perception du problème central des pouvoirs publics s'est très légèrement déplacée du volet des dépenses vers le volet des tâches.

Graphique 20

«Si quelqu'un émet l'opinion suivante, serez-vous entièrement d'accord avec lui, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, ou pas du tout d'accord?»

Opinions sur le comportement de l'État

en % des citoyens interrogés



Parmi les personnes interrogées, 59% sont entièrement ou plutôt d'accord avec l'affirmation selon laquelle les autorités négligent d'importantes tâches de l'État, tandis que 35% ne sont pas d'accord.

La tendance à court terme indique une légère augmentation des insatisfaits. Au cours des ans, on peut dire que les avis sur cette question sont toujours plus critiques depuis 2002, et les majorités se sont même inversées.

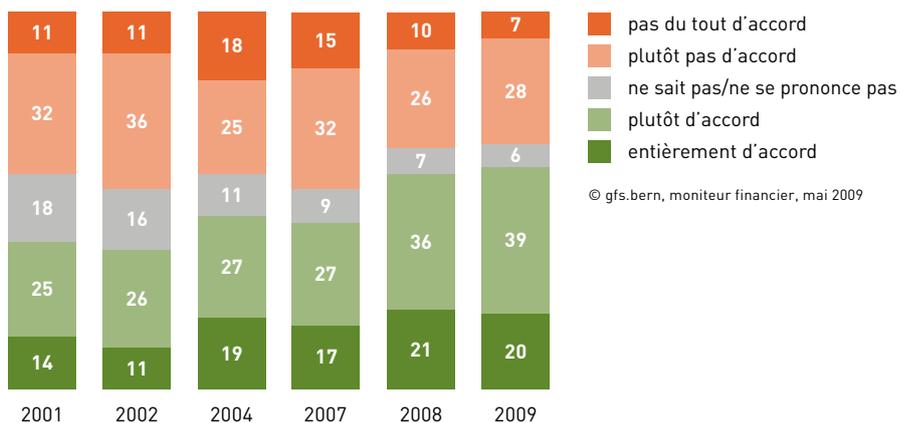
Graphique 21

«Si quelqu'un émet l'opinion suivante, serez-vous entièrement d'accord avec lui, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, ou pas du tout d'accord?»

«L'État néglige d'importantes tâches.»

Evolution des opinions sur le comportement de l'État: tâches importantes négligées

en % des citoyens interrogés



Pour 55% des personnes interrogées, de manière générale, les autorités ne maîtrisent pas les dépenses publiques. La comparaison à court terme indique que ce point de vue est en perte de vitesse. Jusqu'en 2004, la tendance était à la hausse, et depuis, elle fluctue, tout en tendant dans l'ensemble à la baisse.

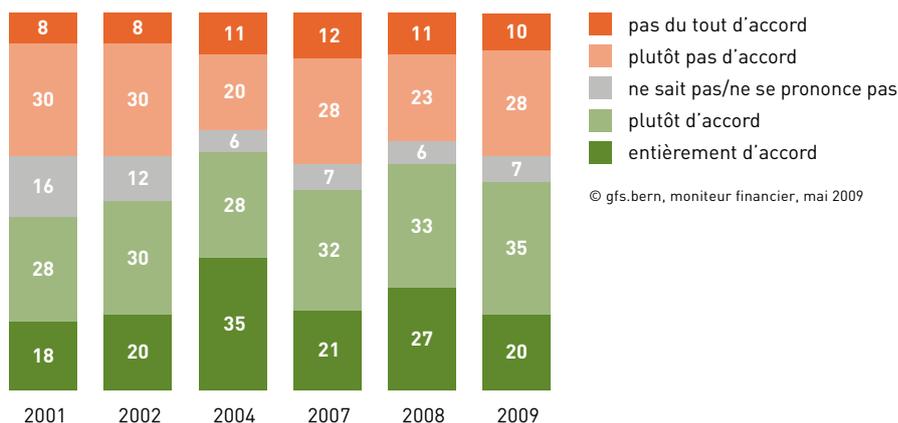
Graphique 22

«Si quelqu'un émet l'opinion suivante, serez-vous entièrement d'accord avec lui, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, ou pas du tout d'accord?»

«Les autorités ne maîtrisent pas les dépenses publiques.»

Evolution des opinions sur le comportement de l'État: dépenses non maîtrisées

en % des citoyens interrogés



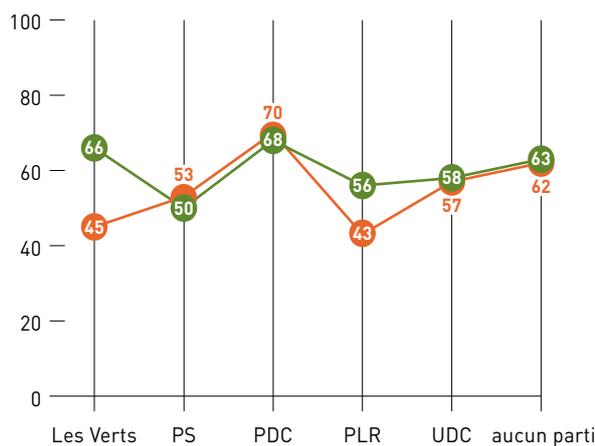
On constate ici des différences liées aux partis politiques. Les électeurs des Verts, mais aussi du PLR, situent plutôt le problème au niveau des tâches qu'à celui des dépenses. Ce sont eux qui font la différence actuelle dans l'évaluation des deux indicateurs.

Graphique 23

«Si quelqu'un émet l'opinion suivante, serez-vous entièrement d'accord avec lui, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, ou pas du tout d'accord?»

Opinion sur le comportement de l'État selon les affinités partisans

en % des citoyens interrogés, entièrement et plutôt d'accord



- L'Etat néglige d'importantes tâches
- Les autorités ne maîtrisent pas les dépenses publiques

© gfs.bern, moniteur financier, mai 2009

2.3.2 Stratégies générales de politique financière

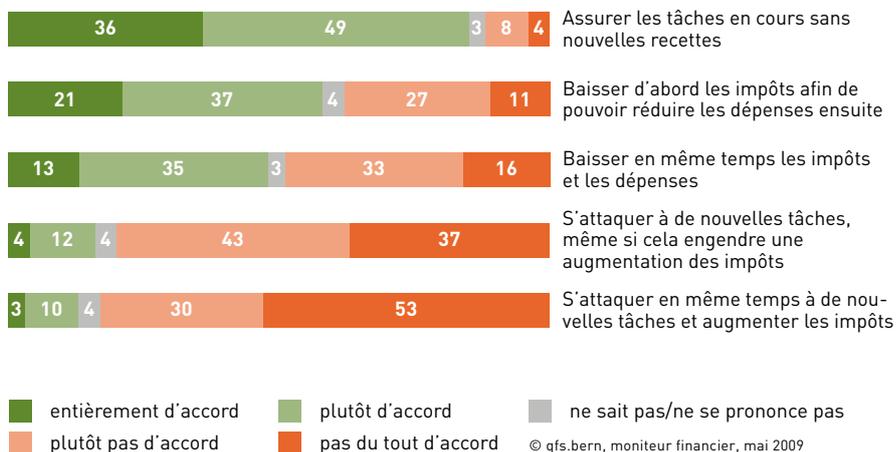
Il règne toujours un consensus important en matière de stratégies financières parmi les citoyens interrogés.

Graphique 24

«Les impôts servent à financer les dépenses publiques. Si l'État dépense davantage qu'il n'encaisse, il en résulte un déficit; s'il encaisse davantage qu'il ne dépense, il enregistre un excédent. Je vais vous lire quelques stratégies que l'on peut appliquer en la matière. Veuillez me dire pour chacune d'elles si vous l'approuvez entièrement, plutôt, plutôt pas ou pas du tout?»

Stratégies de financement des tâches publiques

en % des citoyens interrogés



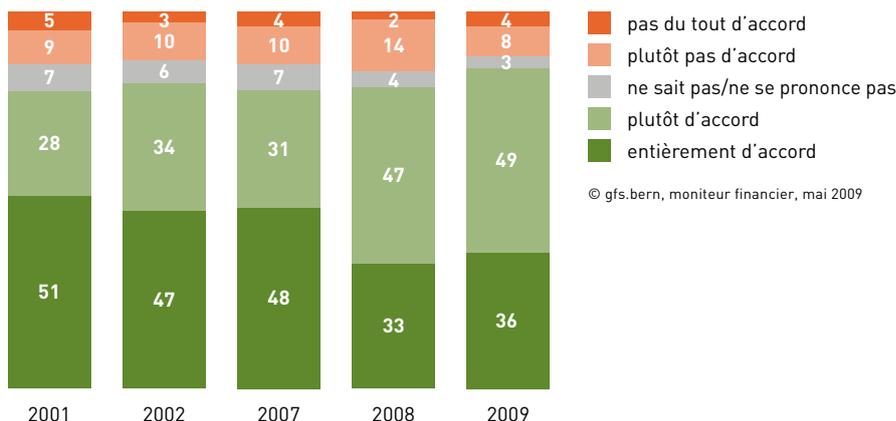
Question de pragmatisme, 85% des sondés sont d'avis qu'il faut accomplir les tâches en cours de manière optimale sans nouvelles recettes, tandis que 12% seulement sont opposés de manière plus ou moins tranchée à cette stratégie. Au fil du temps, cette option recueille même légèrement plus de suffrages.

Graphique 25

«Assurer les tâches en cours sans nouvelles recettes.»

Evolution des stratégies de financement des tâches publiques: résoudre les tâches de manière optimale

en % des citoyens interrogés

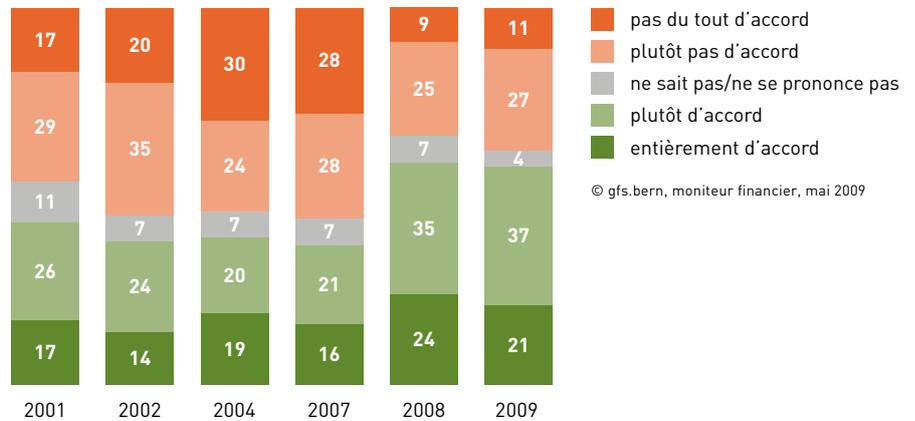


Par ailleurs, 58% souhaitent que l'on se garde la possibilité d'une option dure. Ils préconisent de commencer par baisser les impôts, pour faire pression sur les dépenses.

Graphique 26

«Baisser d'abord les impôts afin de pouvoir réduire les dépenses ensuite.»

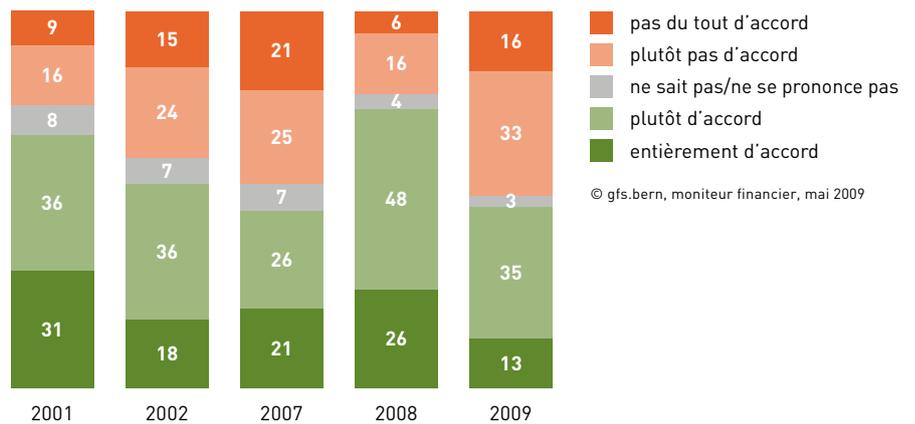
Evolution des stratégies financières: baisser d'abord les impôts en % des citoyens interrogés



Graphique 27

«Baisser en même temps les impôts et les dépenses.»

Evolution des stratégies financières: baisser les impôts et les dépenses en % des citoyens interrogés

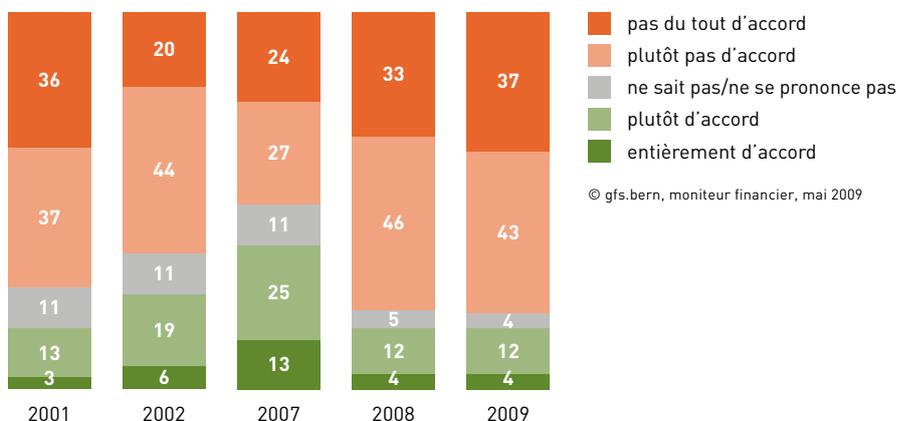


Ce pourcentage est désormais plus important que celui des personnes souhaitant réduire simultanément les impôts et les dépenses, une option qui n'est plus défendue que par 48% des sondés en 2009. Ces deux valeurs sont en recul, mais dans des proportions différentes. La position modérée, prônant une réduction parallèle des impôts et des dépenses, est celle qui affiche le plus fort repli.

Graphique 28

«Assumer de nouvelles tâches, même s'il en résulte une hausse d'impôt.»

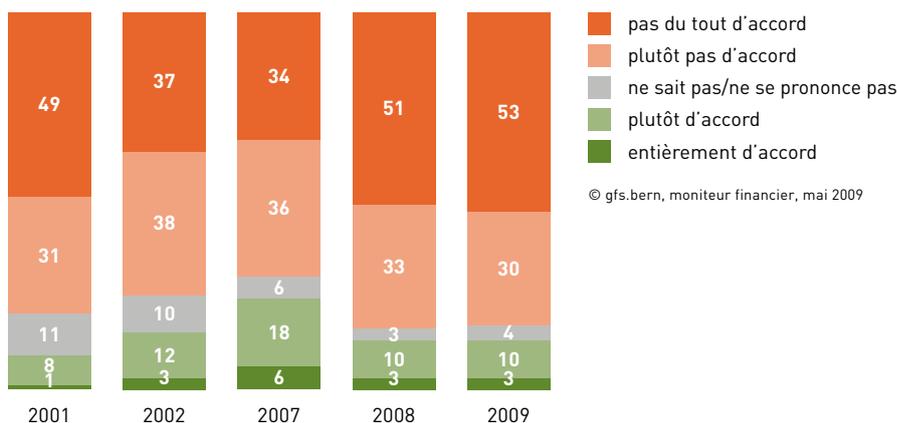
Evolution des stratégies financières: assumer de nouvelles tâches
en % des citoyens interrogés



Graphique 29

«Assumer de nouvelles tâches et augmenter en même temps les impôts.»

Evolution des stratégies financières: assumer de nouvelles tâches et augmenter les impôts
en % des citoyens interrogés



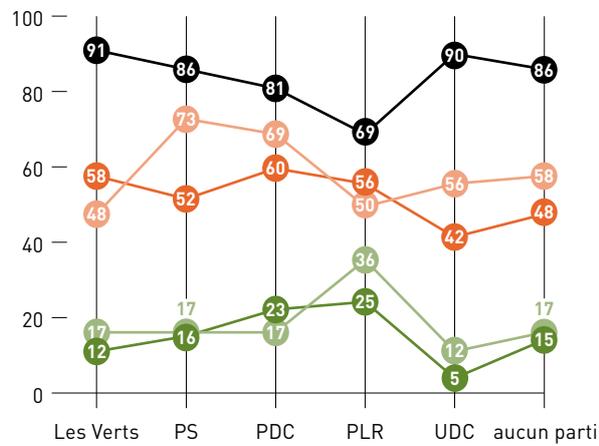
De manière générale, on constate une polarisation lorsqu'il s'agit d'apprécier les différentes stratégies de politique financière. Seule une très petite minorité des sondés est favorable à une augmentation des impôts. Pour une proportion inchangée de 13% des personnes interrogées, il est juste de s'attaquer à de nouvelles tâches, quitte à devoir ensuite si nécessaire augmenter les recettes de l'État pour les financer. Pour 16% d'entre elles, une augmentation des impôts est acceptable si elle permet de s'attaquer à des tâches négligées. Cette proportion n'a pas non plus connu de variation à court terme.

S'agissant de la répartition des avis selon l'appartenance politique, les différences ne sont pas fondamentales, mais tout de même visibles. Seul le point de vue pragmatique recueille un large consensus.

Graphique 30

«Les impôts servent à financer les dépenses publiques. Si l'État dépense davantage qu'il n'encaisse, il en résulte un déficit; s'il encaisse davantage qu'il ne dépense, il enregistre un excédent. Je vais vous lire quelques stratégies que l'on peut appliquer en la matière. Veuillez me dire pour chacune d'elles si vous l'approuvez entièrement, plutôt, plutôt pas ou pas du tout?»

Stratégies de financement des tâches publiques selon les affinités partisans en % des citoyens interrogés, entièrement et plutôt d'accord



- Assurer les tâches en cours sans nouvelles recettes
- Baisser en même temps les impôts et les dépenses
- Baisser d'abord les impôts afin de pouvoir réduire les dépenses ensuite
- S'attaquer à de nouvelles tâches, même si cela engendre une augmentation des impôts
- S'attaquer en même temps à de nouvelles tâches et augmenter les impôts

© gfs.bern, moniteur financier, mai 2009

Etonnamment, c'est chez les partisans du PS et du PDC que l'on est le plus favorable à l'idée de baisser les impôts, même si cela doit entraîner un abandon de certaines tâches. Les libéraux-radicaux sont d'avis qu'il faut réduire simultanément les impôts et les dépenses. L'option consistant à prélever de nouvelles taxes lorsque l'accomplissement des tâches l'exige a ici les faveurs d'une minorité considérable, supérieure à la moyenne.

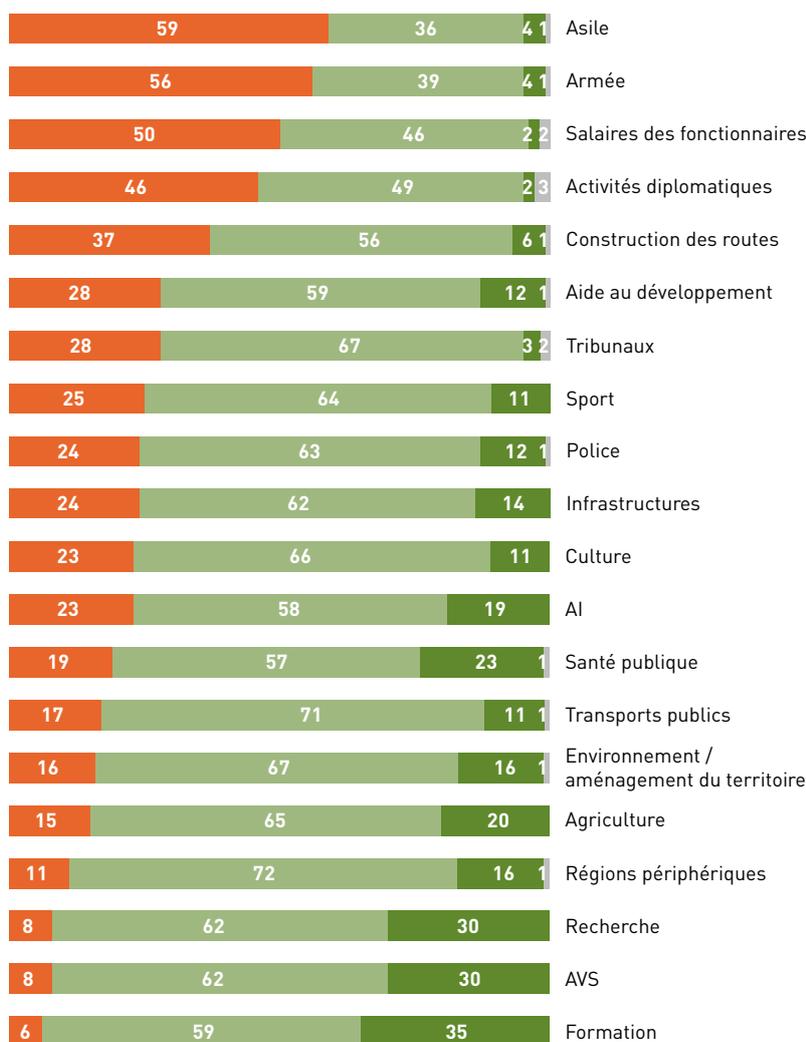
2.3.3 Domaines d'économies et de dépenses

Dans la foulée des explications ci-dessus, il y a différents domaines dans lesquels, du point de vue des électeurs interrogés, les tâches et les dépenses de l'État pourraient être réduites.

Graphique 31

«Je vais maintenant vous citer quelques domaines dans lesquels l'État dépense de l'argent. Veuillez me dire pour chacun de ceux-ci si vous économiseriez davantage, autant qu'aujourd'hui ou si vous dépenseriez encore davantage.»

Opinions en matière de dépenses publiques: davantage économiser en % des citoyens interrogés



■ économiser plus
 ■ sans changement
■ dépenser plus
 ■ ne sait pas/ne se prononce pas

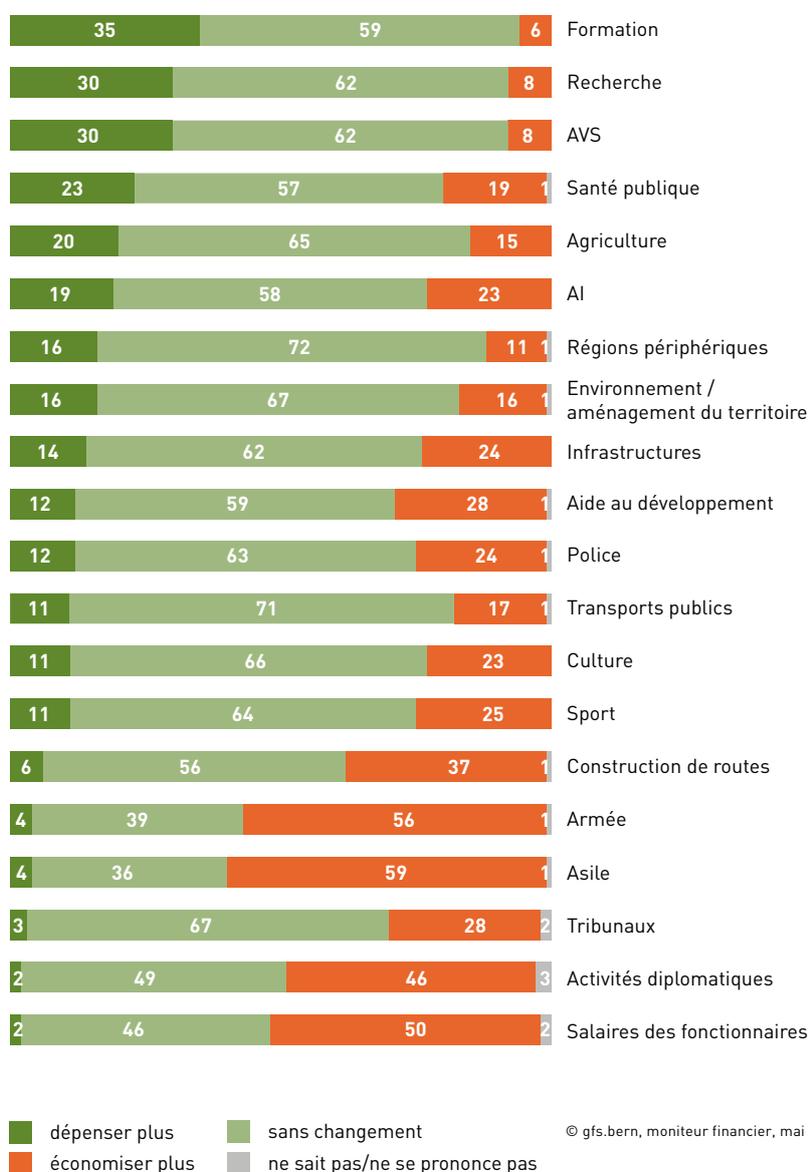
© gfs.bern, moniteur financier, mai 2009

C'est d'abord le cas du domaine de l'asile: 59% sont favorables à une diminution, 4% à une augmentation. Avec une différence de 55 points de pourcentage entre ces deux chiffres, la valeur d'indice va très clairement dans le sens d'une réduction de l'effort. La même situation prévaut également pour l'armée, celle-ci donnant lieu à un indice de 52%. Lorsqu'on évoque les salaires dans l'administration, les sondés se montrent aussi favorables à davantage d'économies. L'indice atteint ici une valeur de 48%. S'agissant du service diplomatique, il est de 44%. Avec 31%, il est encore très clairement positif au chapitre de la construction des routes.

Graphique 32

«Je vais maintenant vous citer quelques domaines dans lesquels l'État dépense de l'argent. Veuillez me dire pour chacun de ceux-ci si vous économiseriez davantage, autant qu'aujourd'hui ou si vous dépenseriez encore davantage.»

Opinions en matière de dépenses publiques: davantage dépenser en % des citoyens interrogés



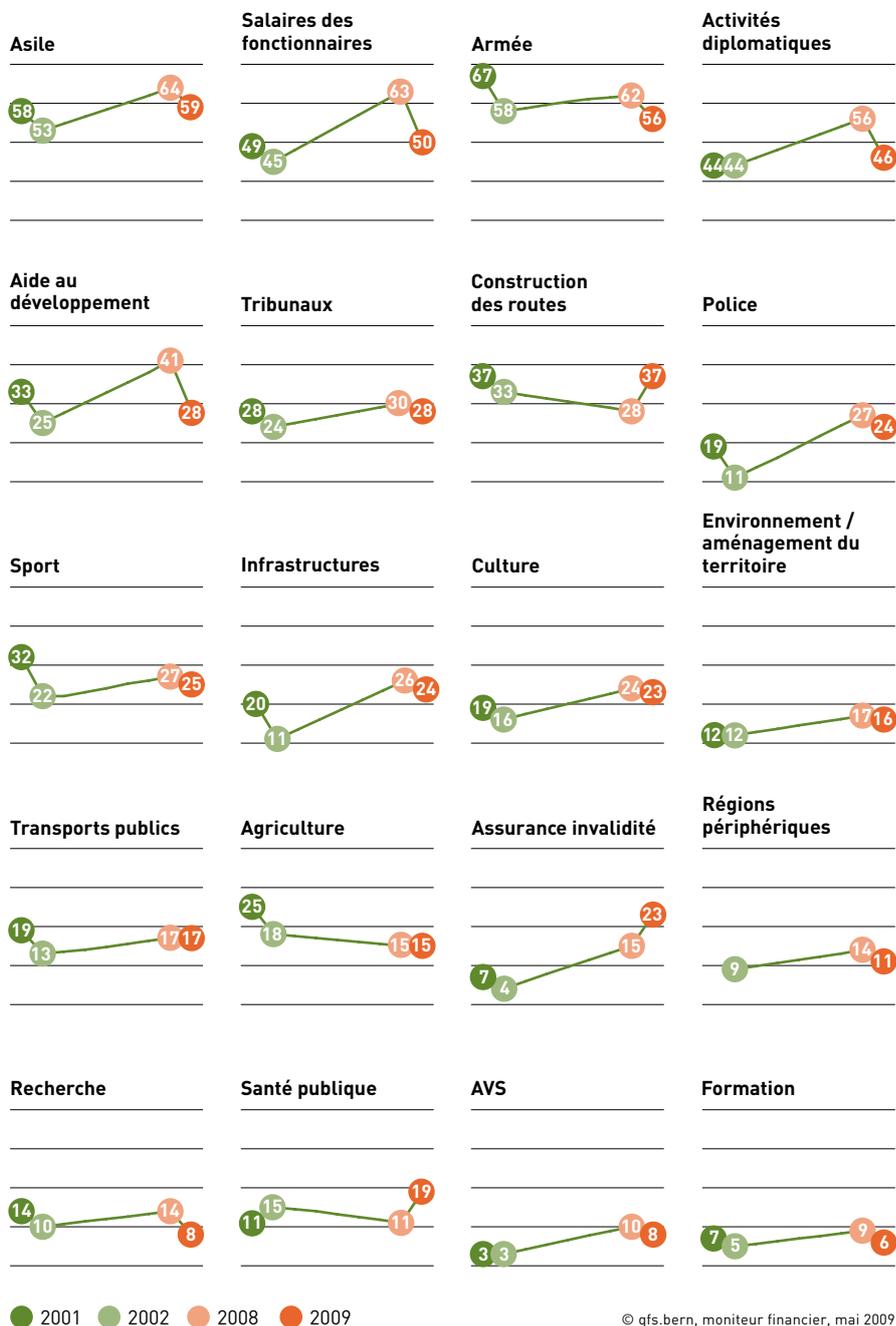
Dans les autres domaines du budget fédéral, les proportions de ceux qui veulent dépenser moins et de ceux qui souhaitent dépenser davantage se rapprochent. La valeur d'indice est nettement positive dans trois domaines: la formation (35%), l'AVS et la recherche (30% chacune).

L'analyse dans le temps met en évidence quelques évolutions notables dans les domaines où des économies sont préconisées. L'AI et la santé publique n'échappent par exemple plus à la volonté d'économie de la population, ce qui était encore le cas récemment. Celle-ci souhaite désormais que ces domaines s'adaptent également au contexte général. La tendance indique clairement que ce principe ne s'applique pas aux salaires des fonctionnaires, pour lesquels la critique est un peu en recul.

Graphique 33

«Je vais maintenant vous citer quelques domaines dans lesquels l'État dépense de l'argent. Veuillez me dire pour chacun de ceux-ci si vous économiserez davantage, autant qu'aujourd'hui ou si vous dépenseriez encore davantage.»

Evolution des dépenses publiques: davantage économiser
en % des citoyens interrogés



© gfs.bern, moniteur financier, mai 2009

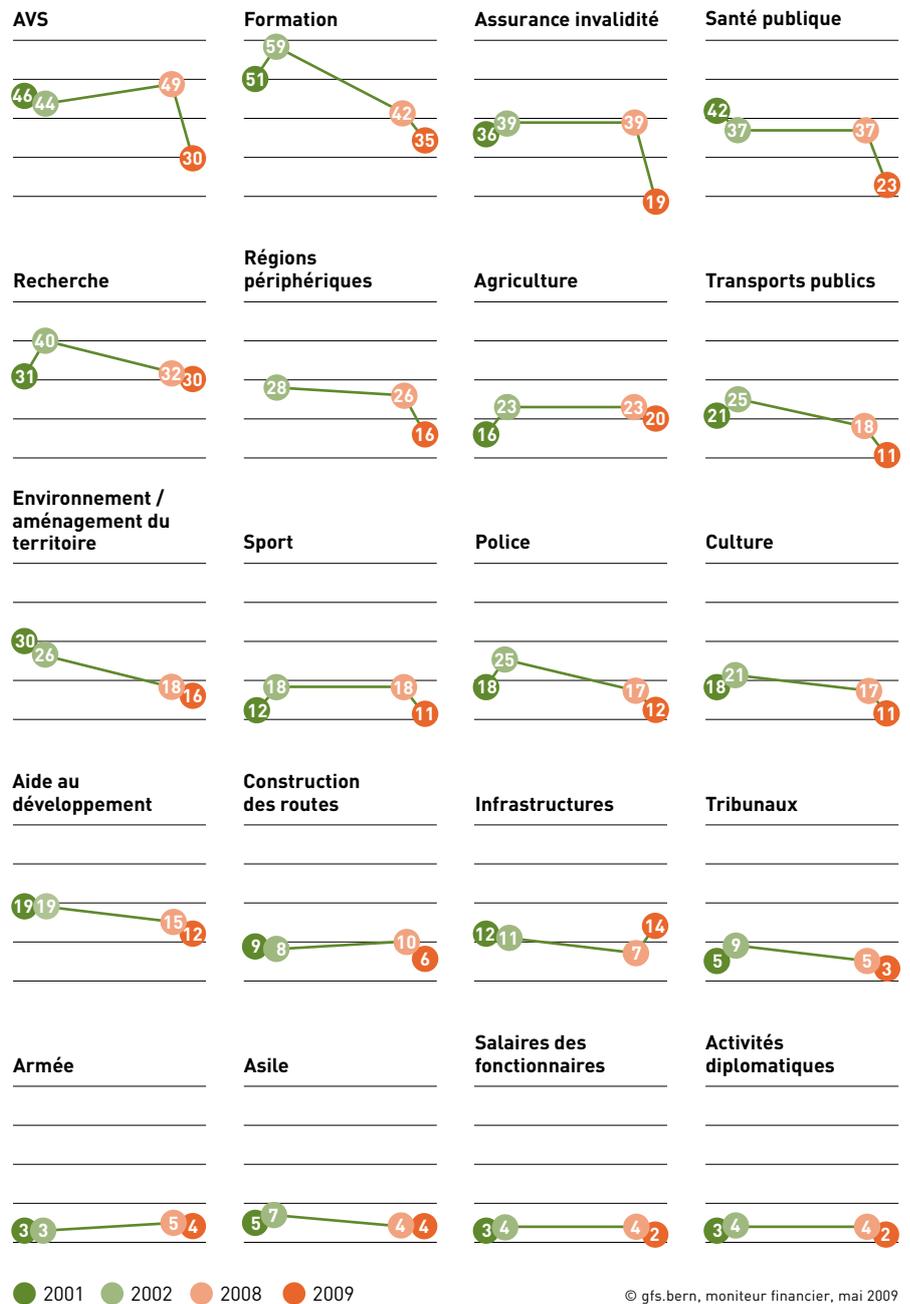
La prise en compte de la couleur politique fait apparaître quelques différences: c'est surtout pour les partis bourgeois que l'AI est devenue un domaine où des économies s'imposent. La limitation des dépenses de santé préoccupe les électeurs démocrates-chrétiens et les personnes non rattachées à un parti, tandis que les partisans du PS et du PLR dépenseraient volontiers moins pour les régions périphériques. L'électorat UDC veut surtout économiser dans le domaine de l'asile, alors que la gauche aimerait limiter les dépenses de l'armée, de l'administration et de la diplomatie.

S'agissant de l'augmentation des dépenses publiques par secteur, la tendance s'inscrit généralement à la baisse en 2009. Seule exception, le domaine des prestations issues d'infrastructure. Par rapport à 2008, la proportion de ceux qui souhaitent que l'État consacre davantage de moyens à ces prestations a doublé, passant de 7 à 14%. Il est probable que ce soit là un effet du débat relatif aux mesures anticycliques de soutien conjoncturel par une augmentation des dépenses de l'État en faveur de projets d'amélioration de l'infrastructure à long terme.

Graphique 34

«Je vais maintenant vous citer quelques domaines dans lesquels l'État dépense de l'argent. Veuillez me dire pour chacun de ceux-ci si vous économiserez davantage, autant qu'aujourd'hui ou si vous dépenserez encore davantage.»

Evolution des dépenses publiques: davantage dépenser
en % des citoyens interrogés



© gfs.bern, moniteur financier, mai 2009

2.3.4 Priorités en cas de déficit ou d'excédent du budget de l'État

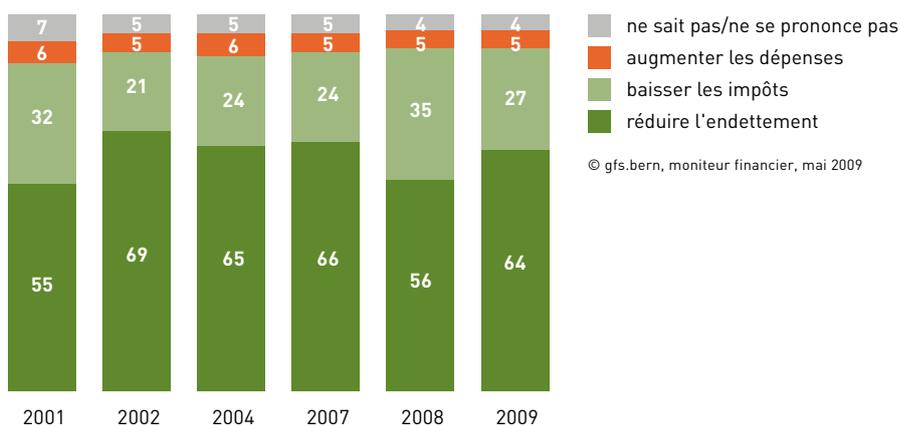
Lorsque le budget de l'État est excédentaire, 64% des personnes interrogées estiment que la priorité va à la diminution de l'endettement, alors que 27% sont favorables à des réductions d'impôts. C'est donc l'assainissement à long terme des finances publiques qui a les faveurs des personnes interrogées. Hormis de légères fluctuations annuelles, les valeurs correspondantes sont pratiquement inchangées depuis que cette question est posée.

Graphique 35

«À votre avis, que doit-on faire en premier lieu lorsque le budget de l'État est excédentaire? Faut-il réduire l'endettement, augmenter les dépenses ou baisser les impôts?»

Evolution des positions par rapport aux excédents publics

en % des citoyens interrogés



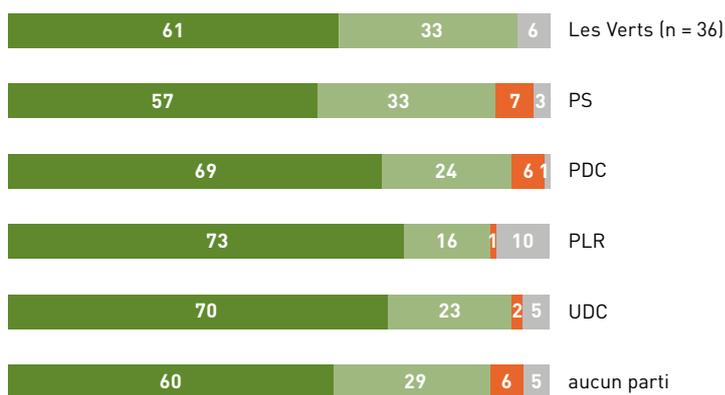
Côté partis, la gauche est plus favorable à des baisses d'impôts, tandis que le centre et la droite préfèrent réduire l'endettement.

Graphique 36

«À votre avis, que doit-on faire en premier lieu lorsque le budget de l'État est excédentaire? Faut-il réduire l'endettement, augmenter les dépenses ou baisser les impôts?»

Evolution des positions par rapport aux excédents publics selon les affinités partisans

en % des citoyens interrogés



réduire l'endettement baisser les impôts augmenter les dépenses ne sait pas/ne se prononce pas © gfs.bern, moniteur financier, mai 2009

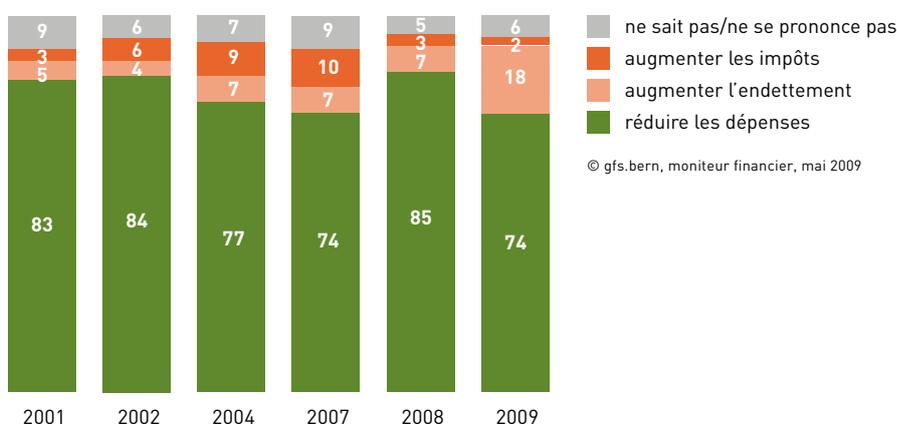
Sur ce point, les différences entre les régions linguistiques sont plus claires. Les Romands sont pour une baisse d'impôts, tandis que les électeurs de Suisse alémanique et de Suisse italienne sont majoritairement favorables à la réduction de la dette publique.

Graphique 37

«À votre avis, que devrait-on faire en premier lieu lorsque le budget de l'État est déficitaire? Devrait-on en premier lieu augmenter l'endettement, réduire les dépenses ou augmenter les impôts?»

Evolution des positions par rapport aux déficits publics

en % des citoyens interrogés



En cas de déficit, les coupes dans les dépenses reçoivent les plus nombreux suffrages: 74% estiment qu'il s'agit là de la bonne solution. Par analogie, seuls 18% considèrent qu'il faut continuer de s'endetter, et seuls 2% optent en premier lieu pour des augmentations d'impôts. On constate de légères différences dans le temps ; un accroissement de l'endettement est ainsi très légèrement mieux accepté, le niveau restant toutefois très bas. Cela ne change pourtant rien à la répartition des proportions. On ne constate pas de différences notables ici selon le parti ou la région linguistique.

2.3.5 Bilan intermédiaire

- ▶ Les sondés accordent légèrement moins d'importance aux dépenses, même si celles-ci restent une préoccupation importante. En conséquence, ils accordent davantage d'attention aux tâches de l'État, dans la mesure où ces dernières n'ont pas perdu de terrain.
- ▶ Le consensus en matière de politique financière est toujours le suivant: il faut résoudre les problèmes qui se présentent avec les moyens disponibles. Les augmentations d'impôts continuent d'être clairement refusées. L'option consistant à baisser les impôts pour maintenir la pression sur les dépenses semble conserver tout son attrait.
- ▶ En cas de déficit budgétaire, la solution consistant à réduire les dépenses reste majoritairement acceptée, mais on constate un léger fléchissement de cette tendance.
- ▶ En cas d'excédent budgétaire, une réduction de l'endettement s'impose. Ce choix tend plutôt à se renforcer.
- ▶ Les domaines du droit d'asile, de l'armée, de l'administration et des services publics sont les principaux visés par les velléités de réduction des dépenses. A l'inverse, des dépenses accrues sont envisagées dans les domaines de la formation, de la recherche et de l'AVS. La pression sur les coûts n'épargne désormais plus l'AI et la santé, ce qui constitue une tendance nouvelle.
- ▶ L'électorat de gauche est clairement plus soucieux de réduire les dépenses que la tête du parti.

2.4 Evaluation des acteurs de la politique financière et fiscale

2.4.1 Vue d'ensemble des acteurs

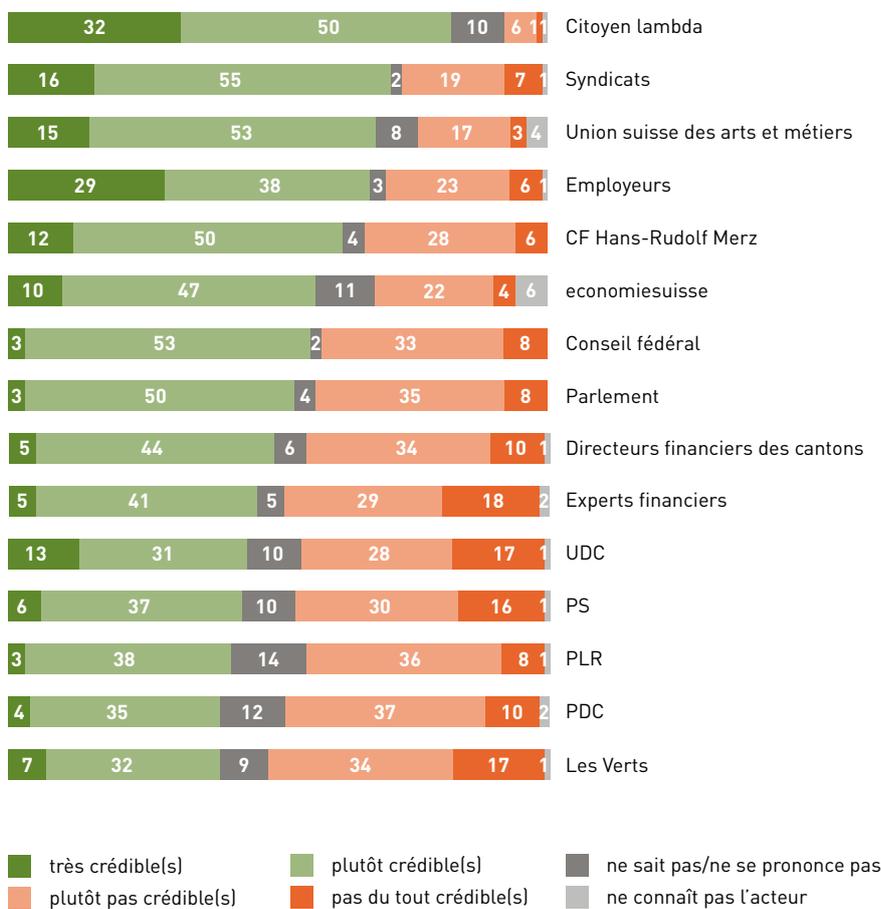
Pas de changement dans ce domaine: les personnes interrogées s'estiment toujours suffisamment compétentes dans les questions de politique financière et fiscale pour être à même de prendre des décisions raisonnables dans ce domaine. L'esprit républicain des citoyennes et citoyens suisses s'exprime donc à nouveau fortement en 2009, sans l'ombre d'un fléchissement.

Graphique 38

«Je vais vous énumérer des acteurs et vous me direz pour chacun d'entre eux si vous estimez qu'il est ou sont très crédible(s), plutôt crédible(s), plutôt pas crédible(s) ou pas du tout crédible(s) en matière de politique financière et fiscale. Si vous ne connaissez pas l'un ou l'autre de ces acteurs, n'hésitez pas à le dire.»

Crédibilité des acteurs en matière de politique financière et fiscale

en % des citoyens interrogés



© gfs.bern, moniteur financier, mai 2009

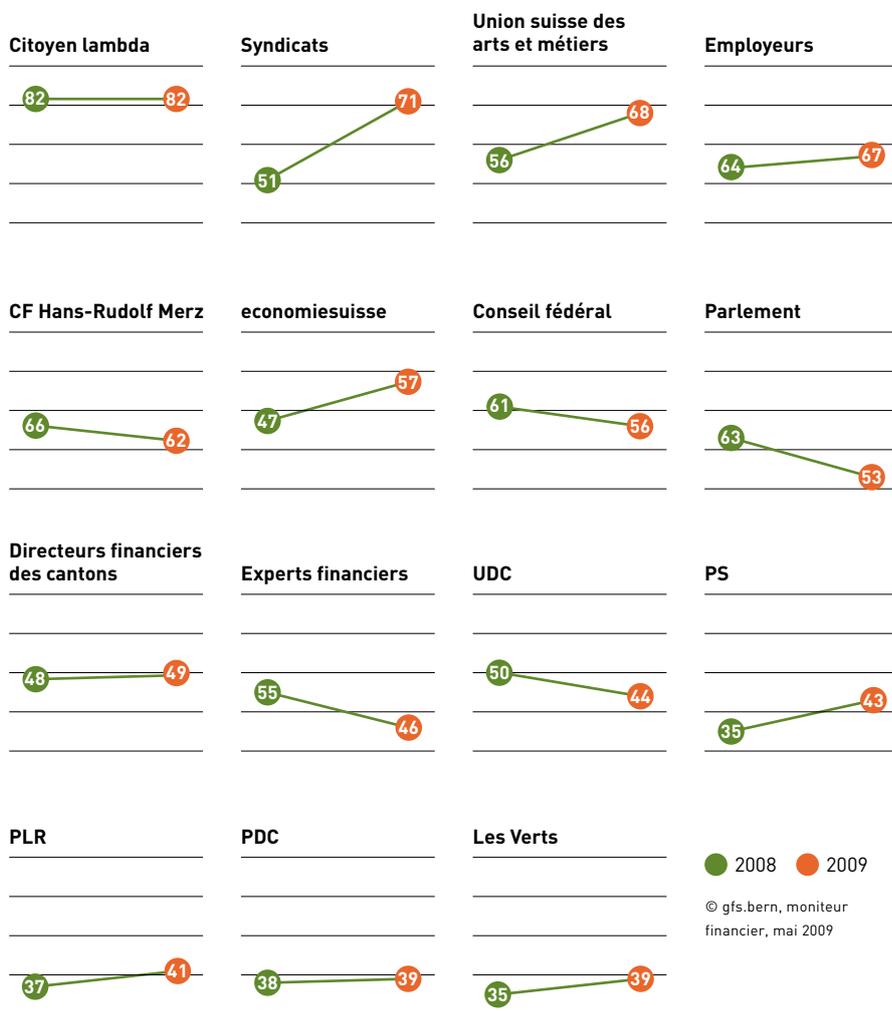
Pas moins de 82% des sondés sont en effet d'avis que le citoyen lambda («des gens comme vous et moi») constitue la meilleure référence en matière de politique financière. Les citoyens interrogés n'ont pour aucune autre question une image aussi positive d'eux-mêmes. Cette proportion n'a pas évolué au fil du temps.

Graphique 39

«Je vais vous énumérer des acteurs et vous me direz pour chacun d'entre eux si vous estimez qu'il est ou sont très crédible(s), plutôt crédible(s), plutôt pas crédible(s) ou pas du tout crédible(s) en matière de politique financière et fiscale. Si vous ne connaissez pas l'un ou l'autre de ces acteurs, n'hésitez pas à le dire.»

Evolution de la crédibilité des acteurs en matière de politique financière et fiscale

en % des citoyens interrogés, très et plutôt crédible



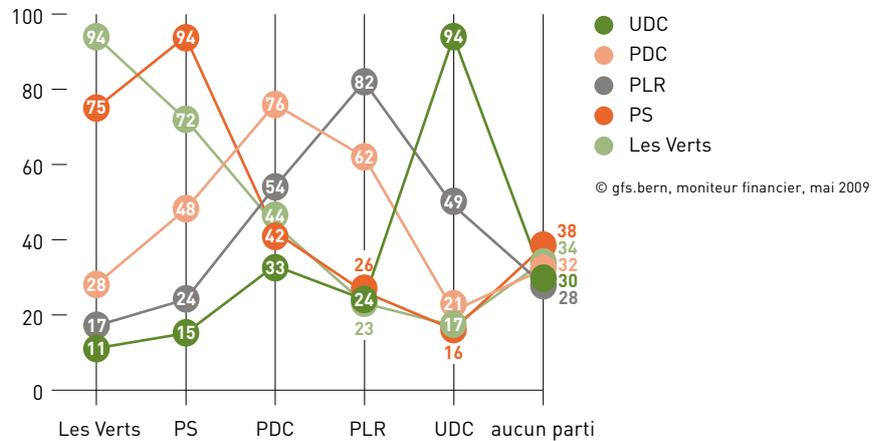
Les syndicats d'une part, mais aussi l'Union suisse des arts et métiers, les employeurs et economiesuisse d'autre part, enregistrent de bons scores. Leurs compétences sont appréciées par une majorité de sondés, et ce crédit semble plutôt augmenter que diminuer au fil du temps. Ce n'est pas le cas des autorités politiques. En 2009, le conseiller fédéral Hans-Rudolf Merz, le Conseil fédéral dans son ensemble et le Parlement obtiennent de plus mauvaises notes que les principaux représentants de l'économie, et la tendance est plutôt baissière. Ce constat s'applique aussi expressément aux experts financiers, dont la crédibilité n'est plus reconnue que par une minorité.

Graphique 40

«Je vais vous énumérer des acteurs et vous me direz pour chacun d'entre eux si vous estimez qu'il est ou sont très crédible(s), plutôt crédible(s), plutôt pas crédible(s) ou pas du tout crédible(s) en matière de politique financière et fiscale. Si vous ne connaissez pas l'un ou l'autre de ces acteurs, n'hésitez pas à le dire.»

Crédibilité des acteurs en matière de politique financière et fiscale selon les affinités partisans

en % des citoyens interrogés, très et plutôt crédible



Les partis arrivent en queue de classement. Ce n'est ni nouveau ni spécifique à ce thème. La raison principale de cet état de fait est que la plupart des fidèles de l'un ou l'autre des partis ne placent leur confiance que dans leur propre parti. C'est particulièrement vrai pour les électeurs UDC, alors que l'électorat PLR a aussi une opinion majoritairement positive sur le PDC et réciproquement. On constate la même chose pour le PS et les Verts.

2.4.2 Bilan intermédiaire

- ▶ Les sondés estiment toujours avoir eux-mêmes les compétences pour prendre des décisions sensées sur ces questions.
- ▶ Le crédit accordé aux organisations économiques telles que les syndicats, d'une part, et l'USAM et economiesuisse, d'autre part, va croissant.
- ▶ Celui du Parlement, du Conseil fédéral et du ministre des finances a en revanche du plomb dans l'aile.
- ▶ Les partis sont crédibles aux yeux de leur propre électorat, ainsi qu'au sein d'un même camp politique par opposition aux deux autres (UDC vs. PLR/PDC vs. PS/Verts).

3 Synthèse

Le moniteur financier 2009 examine si la situation économique actuelle influe sur la perception que les citoyens suisses ont de la politique financière et, dans l'affirmative, sous quelle forme et dans quelle mesure?

De manière générale, on peut affirmer que les effets sont ponctuels, mais que le souverain souhaite conserver une politique financière plutôt prudente, même en temps de crise. D'où le titre du présent rapport.

On observe des répercussions, par exemple, sur la crédibilité des différents acteurs: le conseiller fédéral Hans-Rudolf Merz, le Conseil fédéral et le Parlement sont tous jugés de façon plus critique. Il en va clairement de même pour les experts financiers qui s'expriment régulièrement dans les médias. Les directeurs des finances des cantons sont quant à eux épargnés.

L'image des acteurs économiques s'est également modifiée, la confiance accordée aux syndicats étant nettement plus élevée qu'auparavant. L'Union suisse des arts et métiers et Economiesuisse bénéficient aussi d'une crédibilité accrue. Les électeurs reconnaissent donc avant tout les compétences des organisations proches des milieux économiques.

On constate aussi un changement dans les domaines où des économies seraient réalisables, l'AI, la santé et la construction de routes entrent pour la première fois dans la liste. Contrairement aux années précédentes, les citoyens sont moins enclins à faire des exceptions.

Même si ces évolutions restent limitées, cela ne signifie pas pour autant que les Suisses ne perçoivent pas la crise économique. Tout comme les indicateurs objectifs, qui affichent des courbes négatives, une majorité de citoyens réagit avec pessimisme.

Toutefois, comme nous l'avons déjà indiqué dans le moniteur financier 2008, la perception que les citoyens ont de la politique financière ne se limite pas au court terme et, partant, elle ne découle pas uniquement de la récession ni de la conjoncture.

Cette constance s'explique sans nul doute par le fait que la charge fiscale n'est pas ressentie comme plus forte qu'auparavant. Les citoyens ont conscience de leurs obligations et ils comprennent l'importance des impôts pour assurer le fonctionnement de l'État. Ils ne se réjouissent certes pas de cette charge, mais ils en acceptent la nécessité.

En ce qui concerne l'équilibre entre les impôts payés et les prestations obtenues en retour, les réactions sont pratiquement inchangées et restent neutres ou négatives. Ce ratio défavorable n'évolue toutefois plus vers le négatif, comme ce fut le cas pendant plus de dix ans avant 2004. Les critiques portant sur un manque de rigueur budgétaire ont même légèrement baissé.

Par conséquent, les citoyens préfèrent conserver des stratégies financières éprouvées et faire preuve de pragmatisme. Les moyens existants doivent être employés de façon optimale afin de pouvoir résoudre au mieux les tâches à venir.

La plupart des personnes interrogées refusent que l'on augmente les impôts pour pouvoir s'attaquer à de nouvelles tâches. Elles préféreraient plutôt que l'on baisse tout d'abord les impôts afin d'être en mesure de réduire les dépenses par la suite.

Actuellement, les citoyens économiseraient principalement dans le domaine du droit d'asile, dans l'armée, dans l'administration, dans la diplomatie et dans la construction de routes. Des économies sont désormais également envisagées au niveau de l'AI et de la santé publique. La formation, la recherche et l'AVS font toujours figure d'exception.

Si le budget de l'État est déficitaire, une majorité de citoyens approuve une diminution des dépenses. En cas d'excédent, priorité est donnée à la réduction de l'endettement.

Dans l'ensemble, les Suisses considèrent la politique financière de la Confédération, des cantons et des communes sur le long terme. Il n'est dès lors pas étonnant que leur perception ne soit pas radicalement ébranlée par les changements importants intervenus dans l'économie. On peut même affirmer que les différents points de vue véhiculés par les partis politiques trouvent un écho croissant dans la population. Ainsi, la situation financière actuelle n'a absolument rien de dramatique pour les électeurs du PRD, alors que ceux du PS et une partie des partisans des Verts feraient des économies plus importantes encore que celles préconisées par ces partis.

L'équipe gfs.bern

Claude Longchamp

Directeur de l'institut, politologue

Urs Bieri

Membre de direction, politologue

Matthias Bucher

Responsable de projets, psychologue social

Stephan Tschöpe

Analyste de données/programmeur

Martina Imfeld

Assistante de projets

Silvia-Maria Ratelband-Pally

Administratrice de projets

economiesuisse
Fédération des entreprises suisses
Carrefour de Rive 1
Case postale 3684
CH-1211 Genève 3

economiesuisse
Verband der Schweizer Unternehmen
Hegibachstrasse 47
Postfach
CH-8032 Zürich

economiesuisse
Verband der Schweizer Unternehmen
Spitalgasse 4
Postfach
CH-3001 Bern

economiesuisse
Federazione delle imprese svizzere
Corso Elvezia 16
Casella postale 5563
CH-6901 Lugano

economiesuisse
Swiss Business Federation
Avenue de Cortenbergh 168
B-1000 Bruxelles

www.economiesuisse.ch